

Lutter efficacement contre la menace terroriste

**Arnaud Blin
Juin 2011**

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LA PROBLEMATIQUE TERRORISTE

- La rationalisation de l'irrationalité
- De quoi s'agit-il ?
- Dimension morale
- Questions de terminologie
- Origine du phénomène
- Combattre le mal ou ses symptômes ?
- Phénomène multi-dimensionnel
- Fondamentalistes radicaux
- Dimension psychologique ou politique ?
- Terrorisme et media
- Terrorisme et démocratie
- Terrorisme et armes de destruction massive (ADM)
- Les villes au coeur du terrorisme
- Effets pervers de la lutte anti-terroriste
- Gouvernance mondiale de la lutte contre le terrorisme et principes de gouvernance

DEUXIEME PARTIE : LES PROPOSITIONS

Lutte tripartite

- I. Prévenir la montée et le développement des terrorismes
- II. Prévenir les attentats
- III. Combattre les effets du terrorisme

LISTE DE PROPOSITIONS

- I. Création d'un organisme global de lutte contre le terrorisme
- II. Elaboration d'une stratégie globale de lutte contre le terrorisme
- III. Responsabiliser les médias
- IV. Campagnes d'information sur Internet
- V. Travail de responsabilisation auprès des populations
- VI. Création d'une entité chargée de s'occuper des terroristes repentis
- VII. Mise en place d'un groupement des négociateurs auprès de groupes de revendication utilisant l'arme du terrorisme
- VIII. Création d'un centre de recherche international et d'une bibliothèque de la connaissance du terrorisme ouverts au grand public
- IX. Musée international du terrorisme
- X. Développement de réseaux « villes contre le terrorisme »
- XI. Création d'un centre d'accueil international pour les victimes du terrorisme
- XII. Education auprès des jeunes
- XIII. Création d'un comité international chargé de rendre compte des choix gouvernementaux en matière de lutte contre le terrorisme
- XIV. Prise en charge des Etats faillis
- XV. Action collective contre les Etats qui sponsorisent le terrorisme

"Quelle que soit la cause que l'on défend, elle restera toujours déshonorée par le massacre aveugle d'une foule innocente..."

Albert Camus

PREMIERE PARTIE : LA PROBLÉMATIQUE TERRORISTE

Introduction

Le terrorisme, depuis les attentats de 2001, est considéré par une majorité d'observateurs comme l'une des grandes menaces à la sécurité globale du moment. De nombreux pays ainsi que l'Organisation des Nations Unies ont ainsi fait du terrorisme leur ennemi public numéro un. Il est indéniable que les grandes tendances géostratégiques de ce début de 21^e siècle ont été déterminées par cette menace, les guerres d'Afghanistan et d'Irak ayant été engendré par la volonté des Etats-Unis de répondre aux assauts d'Al-Qaeda.

Aujourd'hui, en 2011, la menace ne semble pas s'être estompée même si, comme on le verra plus loin, elle s'est considérablement diluée au fil des années. Du reste, la mort de Ben Laden, survenue le 1er mai 2011 sans une seule image, clôture de manière symbolique cette décennie marquée par les attentats du 11 septembre 2001 qu'accompagna un feu d'artifice médiatique et l'avenir dira si l'élimination du chef historique d'Al-Qaeda par les forces spéciales américaines signale une rupture dans l'histoire du terrorisme.

Le « court 20^e siècle », selon l'expression de l'historien Eric Hobsbawm, s'enflamme sur l'étincelle d'un attentat terroriste, celui de Sarajevo en 1914. Le 21^e siècle lui succède avec un autre attentat retentissant, celui sur les deux tours de Manhattan en ce 11 septembre 2001 de sinistre mémoire. Au niveau des symboles, on ne pouvait faire plus

fort : l'attaque de Gavrilo Princip sur l'Archiduc d'Autriche concluait une longue série d'attentats sur des têtes couronnées au sein d'une région aux marches de deux vieux empires en phase accélérée de décomposition ; celle des pirates de l'air d'Al-Qaeda visait une multitude de citoyens anonymes vacant à leurs activités au cœur de l'empire financier, politique et militaire de la première « hyperpuissance » mondiale de l'histoire. La première attaque déclenchait par une succession d'événements imprévisibles le plus important cataclysme initié par l'homme, soit deux guerres mondiales et avec elles, un génocide ainsi que l'avènement des sinistres expériences totalitaires, soit au total plusieurs dizaines de millions de morts. Le second attentat avait un retentissement planétaire immédiat puisque la triple attaque était vécue en direct par des milliards d'individus grâce aux moyens modernes de communication. Quatre ans après Sarajevo, la face du monde s'était complètement métamorphosée, l'Europe ayant perdu l'hégémonie qu'elle exerçait sur le reste du monde à travers l'action d'une poignée de puissances, à commencer par l'Angleterre et la France. Les quatre années qui séparent la première élection (controversée) de Bush (fin 2000) de la seconde en 2004, en revanche, n'ont guère modifié à l'échiquier géopolitique, en dépit des nombreux commentaires qui annoncèrent après les attentats de 2001 une rupture totale avec le passé, quand ça n'était pas un choc de civilisation ou, pour le moins, l'effondrement de l'« empire » américain.

Paradoxalement, le modeste attentat de Sarajevo avait tout à la fois enflammé le brasier qui avait consommé le « Monde d'hier », comme l'appelait Stefan Zweig, tout en mettant un terme définitif à la première vague de terrorisme qui avait fortement secoué l'Europe, la Russie et l'Amérique durant plus d'un demi-siècle. Tout aussi paradoxalement, le choc du onze septembre, peut-être le premier grand choc psychologique de dimension planétaire de l'histoire, n'a rien changé en apparence à la face du monde, du moins sur un plan géopolitique, tout en démultipliant le nombre d'attentats organisés de par le monde au nom du jihad et d'Al-Qaeda. En d'autres termes, on arrive à ce constat paradoxal que

le terrorisme est effectivement devenu l'un des fléaux de ce monde alors même qu'il démontre les limites extrêmes des effets réels, c'est-à-dire des effets politiques ou même économiques, qu'il est susceptible de produire et qui, de fait, sont sa raison d'être et, en quelque sorte aussi, la source de sa légitimité.

A contrario, si les attentats du onze septembre n'ont pas bouleversé l'ordre international ni même régional (du Moyen Orient) comme l'escomptaient leurs architectes, ils ont malgré tout introduit le doute parmi les dirigeants des grandes puissances occidentales. Et ils ont en tous les cas révélé au grand jour le malaise global qui caractérise le monde d'aujourd'hui, et dont le ressentiment que peut nourrir le monde musulman vis-à-vis de l'Occident n'est qu'un élément parmi d'autres. Ainsi, ils auront eu de toutes manières un impact psychologique durable, à une époque charnière de l'histoire où le monde est dans un état d'extrême fragilité. Or, c'est bien le manque de sang froid du gouvernement américain de l'époque, celui de George W. Bush, et de certains de ses alliés, qui a fourni aux dirigeants d'Al-Qaeda un second souffle alors que ces derniers pouvaient être définitivement éradiqués. « La seule chose dont nous ayons à avoir peur est la peur elle-même » avait dit Franklin Roosevelt. C'est en essence de cette vision dont George Bush s'est inspiré pour élaborer sa politique, élevant par là-même une menace de deuxième rang au niveau suprême.

La rationalisation de l'irrationalité

Le terrorisme choque, interpelle, déstabilise, inquiète. Souvent, les populations les plus protégées, celles vivant dans des zones rurales isolées par exemple, sont les plus angoissées par cette menace car le terrorisme est un spectre qui ne connaît pas de frontières et qui peut, en théorie, frapper n'importe qui, n'importe où et sans aucune

raison apparemment rationnelle. Car c'est bien cela la caractéristique principale du terrorisme que son irrationalité, du moins en apparence. Sa force réside dans cette difficulté quasiment insurmontable à en comprendre les tenants et les aboutissants, ce qui rend d'autant plus compliquées les stratégies pour le combattre. Mais le plus important, justement, n'est-il pas de comprendre, et de faire comprendre, ce qu'est, et ce que n'est pas, le terrorisme ? C'est, en tous les cas, notre conviction, et c'est à partir de celle-ci que nous élaborerons ce cahier de propositions sur les meilleures stratégies pour répondre à la menace.

C'est dans cette optique que nous consacrerons la première partie de ce cahier à l'indispensable explication ou tentative d'explication, de ce que représente ce phénomène qu'on appelle « terrorisme ». Ensuite, à partir de cette explication, nous envisagerons une série de stratégies et de propositions susceptibles de contenir la menace sinon de la résoudre ; car il s'agit bien de contenir une menace qui, de par son caractère, peut surgir n'importe où et à n'importe quel moment, sous de multiples formes, et pour une multitude de raisons. Si aujourd'hui, la menace terroriste provient surtout de mouvements islamistes extrémistes, rien n'empêche de penser que dans dix ans, les terroristes auront un tout autre visage et d'autres sources de motivation.

Contrairement à une idée répandue, le terrorisme fut de tout temps un phénomène transnational qui réclame des moyens et des stratégies qui dépassent le cadre des frontières nationales et des compétences étatiques. Car s'il est bien un phénomène qui touche le global, le régional et le local, c'est celui-ci.

De quoi s'agit-il ?

Historiquement, on peut associer le terrorisme à trois phénomènes : la lutte pour le pouvoir, la guerre, la révolution. Plus rarement, le terrorisme est associé au désespoir, même si, dans les esprits, c'est ce dernier cas de figure qui frappe le plus les imaginations. Généralement, l'acte terroriste s'inscrit dans l'un ou plusieurs de ces contextes. Dans les trois premiers cas, le terrorisme est un acte politique et/ou stratégique. Mais encore convient-il de déterminer ce qu'est et ce que n'est pas un acte terroriste tant le terme est galvaudé du fait que celui qui commet un tel acte est d'abord jugé sur un plan moral. Là où le guerrier, le soldat ou le révolutionnaire ne sont pas en tant que tels des agents moraux, le terroriste est automatiquement replacé dans sa dimension morale. Le « terroriste » n'est pas seulement celui ou celle qui utilise l'arme du terrorisme. Dans les esprits, le « terroriste », d'abord, commet un acte moralement condamnable, acte qui détermine en quelque sorte son statut de « terroriste ». D'où le fait que personne ne s'affiche comme « terroriste ». Il est significatif que les trois groupes les plus célèbres de la « proto-histoire » du terrorisme nous ont légué trois termes à connotation négative qui font désormais partie de notre langage de tous les jours : les Zélotes, les Assassins et, dans la langue de Shakespeare, les Thugs, cette secte indienne dont le nom signifie « voyou » dans le langage courant.

Dimension morale

Pour des raisons que nous évoquerons plus tard, le terrorisme est envisagé d'abord sous son aspect moral : l'acte est condamnable, ou il ne l'est pas. C'est autour de la dimension morale de l'acte (et de ceux qui le commettent) que tourne généralement le débat autour du terrorisme. A ce titre, la littérature est éloquente : Dostoïevski, Conrad, Sartre, Camus, tous s'inspirant de faits réels, ont chacun traité – brillamment – le sujet, posant la difficile question du « pourquoi ? ». Dans ce registre, le cas de figure le plus connu est celui de l'attentat qui eu lieu en 1905 en Russie contre le grand duc Serge, oncle du tsar.

L'homme chargé de tuer le prince le jour J, Kalyayev, renonça à commettre l'irréparable lorsqu'il aperçu deux enfants accompagnant le prince et sa femme (leurs neveux). Il recommencera quelques jours plus tard, les enfants étant alors absents. C'est la trame de la célèbre pièce, *Les Justes*, qu'Albert Camus consacra au thème du terrorisme, thème auquel il revint d'ailleurs à plusieurs reprises.¹ Avant l'attentat, le Kalyayev de Camus s'exprime en ces termes qui résument en quelques mots le dilemme moral du terroriste « *Et, puis, nous tuons pour bâtir un monde où plus personne ne tuera ! Nous acceptons d'être criminels pour que la terre se couvre enfin d'innocents.* » Après la tentative avortée, le groupuscule débat sur la décision de Kalyayev : « *Frères, je veux vous parler franchement et vous dire au moins ceci que pourrait dire le plus simple de nos paysans : tuer des enfants est contraire à l'honneur. Et, si un jour, moi vivant, la révolution devait se séparer de l'honneur, je m'en détournerai.* » Dans les faits, les Kalyayev sont rares. Et, avec le temps, les attentats terroristes n'ont cessé d'accroître le nombre de leurs victimes civiles, comme, d'ailleurs, les conflits armés de manière générale. Au 21^e siècle, par rapport au précédent, le nombre de conflits et le nombre de victimes de ces conflits ont chuté de manière drastique ; au même moment, le pourcentage de victimes civiles de guerres s'est accru exponentiellement.

Un tel acte est-il justifié ? Est-il abominable ? La fin d'un tel acte justifie-t-elle les moyens ? Telles sont les questions qui nous préoccupent habituellement. Et, à moins d'utiliser une grille éthique kantienne – tout acte terroriste est immoral quelle que soit sa nature et ses conséquences – chaque cas de figure peut être interprété d'une manière ou d'une autre, surtout lorsque le recul historique atténue la dimension émotionnelle de l'acte. La dimension morale de l'acte terroriste n'est pas négligeable puisqu'elle est souvent à la source de l'acte. La dimension psychologique est elle aussi importante puisque celui qui choisit de commettre un acte terroriste recherche à provoquer l'effet

¹ Albert Camus, *Réflexions sur le terrorisme*, Paris Nicolas Philippe, 2002.

psychologique le plus important possible, avec des moyens physiques inversement proportionnels aux effets recherchés.

Questions de terminologie

Alors que le phénomène en lui-même est aussi vieux que la guerre, le vocable « terrorisme » n'existe que depuis la fin du 18^e siècle, et encore : au départ, il décrit plutôt la terreur d'Etat, cousine germaine de ce que nous appelons aujourd'hui terrorisme et avec qui elle partage un certain nombre de points communs, à commencer par la volonté politique de terroriser les populations.

La terminologie trouve ses racines dans la Révolution française, à partir du terme de « terreur », les « terroristes » étant ceux qui provoquent la terreur chez leurs concitoyens. Cette terminologie décrit un phénomène particulier qui est, et qui sera par la suite, associé aux régimes totalitaires, la terreur d'Etat, celle appliquée par des Etats tous puissants dont la logique de pouvoir passe par une campagne de terreur permanente contre leurs citoyens ou tout au moins contre une partie d'entre eux. L'Union soviétique incarne pour toujours cette forme ultime de la terreur d'Etat. La particularité de la terreur d'Etat, et ce qui la différencie de ce qu'on appelle aujourd'hui le terrorisme, est que, d'une part, celui qui « terrorise » possède le monopole de la force et de la violence et qu'il agit avec la légitimité de son régime politique. En URSS, Staline était perçu par une majorité de citoyens soviétiques comme le seul rempart contre la terreur d'Etat (que lui-même orchestrait). Dans un autre registre, les campagnes de terreur stratégique conduites par les aviations alliées durant la Seconde Guerre mondiale, avec des bombardements classiques (Dresde) ou atomiques (Hiroshima, Nagasaki) appartiennent à la famille de la terreur d'Etat, dans un contexte spécifique, celui de la guerre. Plus éloigné encore du terrorisme classique mais quand même apparenté, l'« équilibre de la terreur » qui caractérisait les

stratégies nucléaires étasuniennes et soviétiques durant la guerre froide, était fondé sur la terreur qu'inspirait la menace d'une attaque nucléaire sur les populations adverses. Aujourd'hui, certains observateurs caractérisent l'intervention américaine en Irak ou encore la politique d'Israël vis-à-vis de la Palestine comme des « actes terroristes », donc comme une forme de terrorisme d'Etat. Face à tous ces cas de figure qui n'ont plus grand-chose à voir les uns avec les autres et afin d'éviter les amalgames, il convient d'être d'accord sur ce qu'on entend par « terrorisme ».

Que la terreur d'Etat, sous ses multiples formes, et le terrorisme soient apparentés, cela ne fait aucun doute. Néanmoins, leurs différences sont telles qu'il serait mal venu de les mettre sur le même plan. Car le terrorisme 'd'en bas' comme on le qualifie parfois, a pour caractéristique principale d'agir avec des moyens extrêmement limités et avec une absence totale de légitimité politique. Disons que si la guérilla est le moyen du faible, le terrorisme est celui de l'extrêmement faible. C'est aussi d'une certaine manière l'épitomé de la stratégie psychologique.

Origine du phénomène

Le terrorisme contemporain étant généralement considéré, à tort, comme un phénomène nouveau et exceptionnel, il est important de rappeler que le terrorisme a une longue histoire et que, surtout, cette histoire a une fâcheuse tendance à se répéter sans que soient tirées, par choix ou par paresse, les leçons du passé. Car si les causes du terrorisme varient dans l'espace et dans le temps, l'acte en lui-même est étonnement statique, surtout en comparaison avec l'évolution générale des sociétés, des politiques et des stratégies.

Dans l'histoire du terrorisme, on pourrait faire la distinction entre le « proto-terrorisme » et le terrorisme moderne, la principale différence se situant dans les techniques

employées, le terrorisme moderne se confondant avec l'usage d'explosifs, ainsi que dans le choix des victimes : chefs d'Etat ou simples citoyens. Qu'il s'agisse des terroristes juifs du 1^{er} siècle qui tentent de résister à l'impérialisme romain ou de la secte des Assassins qui sévit dix siècles plus tard au Moyen-Orient, le but est le même : renverser l'ordre politique. Les Zélotes tentent de résister à la conquête, les Assassins ont pour volonté de conquérir le pouvoir, qui est alors entre les mains d'une élite turc). L'assassinat à l'arme blanche est de rigueur : il s'agit de briser la volonté politique de l'adversaire en tuant ses représentants et en montrant aux populations la fragilité de leurs pouvoirs omnipotents. Les Zélotes résisteront héroïquement avant de sombrer corps et âmes dans leur retranchement de Masada. Les Assassins vont sévir durant près de trois siècles, commettant un nombre élevé d'attentats retentissants mais sans pour autant réaliser leurs objectifs. L'arrivée des Mongols au 13^e siècle met brutalement un terme à leurs activités. En Inde, la secte des Thugs terrorise les populations durant des siècles avant que les Britanniques ne parviennent à se débarrasser du fléau. Comme le montrent ces trois cas de figure, le proto-terrorisme est fortement marqué par la religion. L'idéologie, séculaire ou religieuse, fait toujours partie de l'équation terroriste. En Occident, une longue tradition va déboucher au 19^e siècle sur la première vague du terrorisme moderne : le tyrannicide (et régicide).

Le tyrannicide, l'assassinat du tyran, fait l'objet de nombreux débats, en Grèce, à Rome et par voies de conséquences, dans l'Europe de la Renaissance qui se plonge dans les sources philosophiques de l'Antiquité et dont l'environnement politique autoritaire—monarchies et républiques (aristocraties) — est propice à relancer le débat sur le devoir moral de renverser le tyran. Des dizaines de traités paraissent (souvent anonymement) qui traitent du sujet, souvent de manière détaillée, notamment sur les techniques d'élimination, à commencer par l'empoisonnement. Sous régime dictatorial, le tyrannicide est souvent le seul moyen de changer un (mauvais) régime politique. Quelle

est la légitimité du tyrannicide ? Quels sont ses moyens, et ses limites ? Questions qui occuperont les philosophes durant des siècles et que les premiers théoriciens du terrorisme moderne reprendront à leur compte. La philosophie du tyrannicide servira de premier support théorique à la justification de l'acte terroriste.

Le terrorisme moderne naît au 19^e siècle. Si l'on peut répertorier une poignée d'actions durant la première moitié du siècle que l'on pourrait qualifier de terroristes, dont le célèbre attentat en 1800 contre Napoléon Bonaparte, l'acte de naissance du terrorisme se situe dans les années 1860. Plusieurs causes convergent à cette époque, qui vont permettre à une première génération de « terroristes » de mettre en œuvre une série d'actions qui vont préfigurer plusieurs vagues terroristes, dont celle qui nous concerne actuellement au 21^e siècle. La Révolution de 1789 et ses répercussions en est la première cause car elle remet en question le *statu quo* politique que les architectes du Congrès de Vienne (1815) avaient tenté de reconstruire après l'aventure napoléonienne. Associé à cette cause première, l'effondrement géopolitique des grands empires ancestraux coïncide avec la montée des nationalismes, ces derniers produisant un nombre important de groupuscules qui emploieront l'arme du terrorisme. L'idéologie nationaliste n'est pas la seule idéologie à servir de moteur au terrorisme : anarchisme, communisme, fascisme serviront de support idéologique à une multitude de mouvements aux 19^e et 20^e siècles. L'industrialisation secoue au même moment les infrastructures sociales, fragilisant encore plus les structures politiques. L'industrialisation a deux autres conséquences qui favoriseront l'éclosion du terrorisme.

La première est d'ordre technique mais son importance est cruciale : il s'agit de la dynamite. La dynamite est inventée par Alfred Nobel pour faciliter les grands travaux d'ingénieries. Elle constituera l'arme idéale pour les terroristes. De fait, le terrorisme moderne naît avec la dynamite. D'un point de vue technique, c'est l'apport le plus

important de l'histoire du terrorisme. Certes, les explosifs et systèmes de mise à feu évolueront mais globalement, le terrorisme en restera à ce stade technique. Nous verrons plus loin pour quelle raison.

Autre conséquence : l'urbanisation. Le terrorisme est une activité urbaine par excellence - dans les années mille neuf cent soixante, la « guérilla urbaine » pratiquée et théorisée par les révolutionnaires d'Amérique latine à partir de la guérilla classique ne sera rien d'autre qu'une stratégie reposant sur l'arme du terrorisme. C'est au sein des villes qu'elle prend tout son sens et toute sa mesure. C'est dans les villes que les groupuscules peuvent se mouvoir clandestinement. C'est ici que l'information est créée et relayée. Seule une ville peut permettre à une armée sans armes de mener des actions susceptibles de faire vaciller un gouvernement.

Donc, dès les années 1860-1870 se met en place une dynamique terroriste qui restera globalement inchangée jusqu'à nos jours. Le terrorisme passera par plusieurs phases historiques correspondant aux réalités politiques et géopolitiques du moment mais aucune grande rupture ne va marquer son évolution si ce n'est le passage en 1979 d'un terrorisme dont le support idéologique était séculaire à un terrorisme se réclamant d'une religion (chiisme, sunnisme, fondamentalismes chrétien et juifs). A cette époque, une conjonction d'événements semblable à la période des années 1860 contribuera à relancer la mécanique terroriste : révolution iranienne, invasion de l'Afghanistan par l'URSS, puis fin de la guerre froide.

Les attentats du onze septembre 2001 représenteront en quelque sorte le « pinacle » du terrorisme classique en termes de destruction et de mise en œuvre mais contrairement encore une fois à une idée répandue, ils ne marquent en rien une rupture vers un terrorisme de masse visant à détruire des populations à l'aide d'armes de destruction

massive. Dans ce registre, notons que jusqu'à présent, le seul cas répertorié d'attentat terroriste aux armes dites non-conventionnelles est celui de Tokyo (1995), épisode qui a plutôt démontré les limites d'une telle approche plutôt que ses possibilités, l'attentat dans le métro avec du gaz sarin n'ayant provoqué la mort « que » d'une douzaine d'individus. Les limites que pose ce type d'attentat sont d'ailleurs les mêmes que dans le cadre de la guerre conventionnelle, donc à la fois morales et physiques/stratégiques, les armes chimiques employées durant la Première Guerre mondiale ayant démontré l'incurie stratégique et l'abomination morale que l'usage de telles armes entraînait. Au-delà du nombre de victimes sans précédent, le 11 septembre est surtout marquant parce qu'il montre la vulnérabilité d'une nation dont le *credo* fut de démontrer son invincibilité. En un sens, la vulnérabilité étasunienne est symptomatique de la vulnérabilité de tous : si les Etats-Unis sont vulnérables, cela veut dire que tout le monde l'est. Dans les faits, le choc de leur faiblesse, qui reflète aussi leur perte de puissance dans d'autres domaines, est encore plus grand que celui des attentats qui révèlent cette faiblesse.

La confusion qui s'est installée autour du phénomène terroriste depuis 2001, confusion parfois nourrie par certains gouvernements, notamment le gouvernement étasunien, n'a pas servi, au contraire, à déterminer intelligemment la véritable nature de la menace, surtout chez ceux chargés de mettre en place les stratégies nationales de lutte anti-terroriste. Il n'est nul besoin de rappeler que l'invasion de l'Irak, soi-disant dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », a eu l'effet inverse de celui invoqué par les dirigeants américains. La guerre en Irak, débutée en 2003, est d'ailleurs la conséquence principale des attentats de 2001, ses répercussions géopolitiques et géoéconomiques apparaissant aujourd'hui comme plus profondes qu'on ne le pensait auparavant. Néanmoins, la réaction de la maison blanche, on en a les preuves aujourd'hui, avait des racines qui pré-dataient les attentats de 2001, ces derniers servant de prétexte plutôt que de déclencheur : il est fort probable que le gouvernement Bush aurait trouvé une raison

d'envahir l'Irak comme le désirait depuis une dizaine d'années la frange néo-conservatrice. Néanmoins, l'épisode, dont nous reparlerons plus loin, met parfaitement en lumière les mécanismes du terrorisme, ceux-ci tablant sur des réactions irrationnelles ou tout simplement stupides de la part de gouvernements dans le cadre d'une stratégie du chaos dont le but est de déstabiliser un pays au point de le disloquer complètement, stratégie bien connue des apôtres de la l' « approche indirecte » de la guerre telle que l'avait magistralement décrite l'historien britannique B.H. Liddell Hart au siècle dernier, le terrorisme incarnant la dimension psychologique absolue de l'approche indirecte telle qu'elle fut pratiquée sur le terrain militaire par Hannibal, Scipion ou Frédéric le Grand.

Pour autant, l'électrochoc du 11 septembre a engendré une prise de conscience des pouvoirs publics qui a eu pour effet d'améliorer considérablement certaines mesures sécuritaires mieux à même de protéger les populations. Pour exemple, alors que le gouvernement américain se fourvoyait dans le borbier irakien et dans le vaste projet du Homeland Security, la ville de New York se dotait d'une force spécialisée dans la lutte anti-terroriste dont le dynamisme a porté ses fruits. On dit qu'un Bazooka n'est pas nécessaire pour tuer une guêpe. La stratégie anti-terroriste des Etats-Unis fait l'effet d'un lance-roquettes, avec l'écrasement de la dite « guêpe » plus les « dommages collatéraux » que peut entraîner une stratégie disproportionnée. Et un tel emploi de force disproportionné n'empêche pas l'émergence de nouveaux terreaux terroristes, quand il ne les encourage pas.

Combattre le mal ou ses symptômes ?

Ceci nous ramène évidemment au débat central sur les « causes » du terrorisme. Car, logiquement, comment combattre un phénomène dont on a du mal à percevoir les causes sinon les effets ? Si les stratégies de lutte anti-terroristes visent d'abord à combattre les

symptômes, tout le monde est d'accord qu'une stratégie globale de lutte contre le terrorisme doit aussi s'ingénier à en rechercher les causes profondes.

De fait, suite au 11 septembre, il fut souvent question de « combattre le mal plutôt que ses symptômes ». Ce constat banal est pourtant extrêmement compliqué dès lors que l'on s'attaque à identifier les causes profondes du terrorisme. Dans ce domaine, le débat intellectuel peine à s'élever au-delà des palabres de café du Commerce. Après 2001, la discussion, alimentée par de multiples personnalités, se fixa autour du soi-disant choc des civilisations, lui-même provoqué, toujours selon certains observateurs, par le décalage économique caractérisant une planète divisée entre les nantis du Sud et les laissés pour compte du Sud. Vieux débat dont la plume de Karl Marx illumine brillamment la teneur actuelle. Ce qui, en résumé, indiquerait que les causes du terrorisme seraient à chercher dans la pauvreté et le mal être de certaines populations, celles-ci ayant soit « loupé le coche » de la modernisation (par l'exploitation des pays industrialisés), soit rejeté un modèle culturel, social et économique imposé par le post-impérialisme occidental.

En théorie, ce constat est d'une logique implacable, d'autant que, comme on l'entend souvent, le terrorisme est l'« arme du faible », ce qui n'est pas faux. Néanmoins, un examen plus approfondi du phénomène montre rapidement que, dans la pratique, cette analyse est abondamment fissurée. Si la pauvreté, ou le mal être, étaient la cause du terrorisme, cela voudrait d'abord dire que les sociétés pauvres produisent le terrorisme. Or, un rapide tour d'horizon géographico-historique tend à démontrer l'inverse, à savoir que les pays pauvres ne produisent pas plus de terroristes que les pays riches, et souvent plutôt moins. Un bilan de l'historique du terrorisme tend également à montrer que dans la plupart des cas, les groupuscules terroristes ont des revendications qui pour la plupart n'ont rien à voir avec un ressentiment quelconque ou avec une situation économique difficile. Dans leur immense majorité, les explications sont à chercher dans le domaine

politique plutôt que dans la psyché collective ou la situation économique, avec des exceptions bien sûr : les groupuscules arméniens des années 1970-80 cherchaient avant tout à faire entendre leur cause à la communauté internationale afin que celle-ci fasse pression pour que leurs revendications soient prises en considération par les gouvernements concernés.

Or, et c'est bien là le premier piège : le terrorisme n'est pas un produit du ressentiment. Du moins, pas généralement. Ce qui porte à confusion est bien évidemment la dimension irrationnelle du phénomène où les objectifs des terroristes sont souvent flous, tout comme le rapport entre ces objectifs et les moyens employés. La différenciation entre les maîtres d'œuvre ou les commanditaires d'un côté et les exécutants de l'autre, ces derniers souvent des jeunes désœuvrés, étant également peu claire dans l'esprit du public, il en résulte que l'on cherche des explications compliquées là où celles-ci sont dans leur grande majorité d'un prosaïsme déconcertant de banalité. Le terrorisme, nous ne le répéterons jamais assez, est avant tout une histoire de lutte pour le pouvoir. Rappelons à cet effet, s'il en est besoin, que de nombreux chefs d'Etats furent dans leur jeunesse des « terroristes » ou considérés comme tels par les autorités gouvernementales : Menahem Beghin, Yasser Arafat et Nelson Mandela, pour n'en citer que quelques uns. Souvent, et c'est logique, le terrorisme apparaît durant des époques de grandes mutations, c'est-à-dire durant des périodes potentiellement révolutionnaires, où les transformations socio-économiques entraînent des changements politiques plus ou moins violents. La période actuelle ne fait pas exception : ce sont les mutations socio-économiques (post-industrialisation, globalisation, démocratisation, etc...) combinées aux chamboulements géopolitiques (fin de l'opposition Est-Ouest et de la guerre froide) qui ont provoqué la vague de terrorisme que nous connaissons actuellement.

Phénomène multi-dimensionnel

Le terrorisme, malheureusement pour ceux qui chercheraient à en trouver *la* cause, est un phénomène multi-dimensionnel dont les causes varient sensiblement avec chaque cas de figure. Malheureusement, car il n'existe pas de solution miracle, d'où l'ineptie de vouloir mener une « guerre contre le terrorisme ». Si le terrorisme est un spectre menaçant, il apparaît sous des voiles bien différents les uns des autres. Ce qui revient à dire que, à causes multiples, remèdes multiples. Et, à défaut de trouver des remèdes à toutes les causes, nous en sommes souvent réduits dans la pratique à traiter les « symptômes » plutôt qu'à combattre le mal à sa source, et ce d'autant plus que les gouvernements agissent en général à court terme, quand bien même ils ont la volonté d'éradiquer le mal, ce qui n'est pas toujours le cas.

Malgré tout, il serait inopportun de ne pas tenter d'appréhender certains mécanismes de causes à effet, de voir quand et comment le terrorisme se manifeste, sous quelles formes. Comment, aussi, les groupuscules terroristes disparaissent car, l'histoire nous aide encore, les terroristes ont rarement la vie longue. L'année 2009, pour ne citer qu'un des derniers exemples en date, a vu la fin de l'insurrection des Tigres Tamouls au Sri Lanka, après plusieurs décennies de guérillas et d'activités terroristes et plusieurs dizaines de milliers de victimes. La victoire du gouvernement contre les Tigres Tamouls s'est accomplie au terme d'une campagne de répression terrible dont on peut contester la teneur et dont les effets à long terme risquent de coûter cher au pays. Néanmoins, cet exemple s'inscrit dans une logique historique où les groupes qui pratiquent le terrorisme finissent généralement par capituler.

Face à cette complexité, l'établissement d'une typologie du terrorisme permet déjà d'identifier les formes générales qu'il peut revêtir.

Terrorisme d'Etat. A ne pas confondre avec la terreur d'Etat. Dans ce cas de figure, un gouvernement sponsorise des groupuscules afin de déstabiliser un pays étranger. L'Iran, la Libye ou encore la Syrie ont, à un moment, créé ou soutenu des groupes terroristes. Ce fut également le cas durant l'entre-deux-guerres avec l'Italie fasciste ou la Bulgarie, cette dernière étant un temps un véritable nid de terroristes (remarquablement décrit par Albert Londres dans *Les Commitadjes*). Le problème du terrorisme d'Etat est théoriquement le plus simple à régler puisqu'il tombe dans le cadre des relations internationales classiques : usage de la force, coercition, diplomatie. Le cas Libyen est dans ce domaine exemplaire. Dans une certaine mesure, celui des Talibans aussi, même si, en offrant un sanctuaire à Al-Qaïda en Afghanistan, les Talibans ne commanditaient pas directement les attentats perpétrés par Ben Laden, celui-ci agissant, d'après ce qu'on sait, de son propre chef.

Mouvements nationalistes. Au regard des cent cinquante dernières années, on peut dire que le terrorisme perpétré par les mouvements nationalistes est non seulement le plus répandu mais aussi celui qui a généré le plus de succès, même si, globalement, la réussite reste rare. L'Irlande, Israël, Chypre, pour reprendre les exemples les plus célèbres, ont gagné leur indépendance grâce, en partie, à l'exploitation de l'arme terroriste. Ce sont d'ailleurs ces rares succès qui ont fourni aux divers groupes terroristes qui jalonnent l'histoire contemporaine d'entretenir l'espoir qu'ils avaient des chances de réussir. Là encore, les enseignements de l'histoire sont utiles pour l'observateur. D'abord parce que le bilan des groupes nationalistes et autres mouvements de libération nationale ayant choisi d'avoir recours au terrorisme offre un bilan globalement négatif ; ensuite, parce qu'il aura fallu qu'un certain nombre de conditions soient réunies pour que ces mouvements atteignent leurs objectifs. De manière générale, on voit aussi que l'arme du terrorisme fut, pour les mouvements ayant réussi, un élément parmi d'autres (guérilla, diplomatie, etc...) ayant contribué au succès mais dont le seul emploi n'aurait pas suffi à

lui seul. En d'autres termes, le terrorisme fut exploité avec circonspection et retenue, de manière à essouffler et à déstabiliser l'adversaire tout en maintenant le soutien populaire ; les attentats du FLN en Algérie provoquèrent à la fois la lassitude du peuple français et une réaction de la part de l'armée française (emploi de la torture notamment) qui fragilisa la position de la France et renforça la popularité du FLN.

Le succès de certains groupes nationalistes tient à deux phénomènes. D'une part, ces mouvements se sont inscrits jusqu'au début des années 1960 dans un contexte historique favorable avec le processus de décolonisation – accéléré par les deux guerres mondiales, et la popularité de l'idéologie marxiste. D'une part, cette idéologie a semblé un moment correspondre à la réalité historique. D'autre part, elle s'est avérée particulièrement propice à l'organisation de mouvements révolutionnaires de libération nationale (et de mouvements révolutionnaires n'ayant pas employé l'arme du terrorisme, comme les Bolcheviks par exemple). La conjoncture historique, avec la démocratisation des pays colonisateurs (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) et les effets psychologiques des deux guerres, avait érodé la volonté des dirigeants politiques à poursuivre une politique coloniale que les populations jugeaient anachronique. Ajoutons à cela l'effet des médias relayant les images des attentats, photos puis reportages, et l'on comprend le succès des stratégies indirectes.

On voit d'ailleurs que passée l'ultime phase de décolonisation (le Portugal, non démocratique, sera décalé de quelques années), aucun groupe se réclamant dans la mouvance des mouvements de libération nationale ne parviendra à atteindre ses objectifs. A la fin des années soixante et durant la décennie suivante, de multiples groupes révolutionnaires s'afficheront comme constituant une nouvelle génération des révolutionnaires anti-colonialistes, en Europe, en Amérique latine, ainsi qu'au Proche Orient où, à partir de 1968, le terrorisme prend un nouvel essor. Malgré tout, ce qui

donnait de l'épaisseur aux premiers mouvements de libération nationale, le soutien populaire à la cause, sera largement absent pour cette seconde génération, non sans raison, la véritable décolonisation ayant abouti à son terme. Face à une rhétorique anti-colonialiste qui prêche dans un monde décolonisé, les populations ne suivront pas.

Dans des régions comme la Corse ou le pays Basque, les revendications séparatistes auront une teneur tout autre, dans une région, l'Europe, en train de réaliser son unité. Malgré une longue période de disette, une poignée de mouvements séparatistes ou indépendantistes vont perdurer de par le monde, le plus violent parmi eux étant le mouvement des Tigres Tamouls. Du reste, l'âge d'or de ces mouvements est depuis longtemps révolu, la nouvelle vague du terrorisme islamiste ayant d'ailleurs poussé certains groupes nationalistes à négocier du fait que leur association avec le phénomène terroriste avait des conséquences excessivement négatives, ainsi au Pays Basque et en Irlande du Nord.

Fondamentalistes radicaux.

Depuis une trentaine d'années, le terrorisme se conjugue avec le radicalisme religieux. Alors que les groupuscules terroristes du 19^e et du 20^e siècles étaient pratiquement tous des mouvements laïcs, une nouvelle vague apparaît en 1979, au moment même où la génération des groupuscules révolutionnaires de gauche européens, étasuniens et latino-américains est décimée. C'est en Iran, en Afghanistan et au Proche-Orient que cette génération éclot de manière quasiment simultanée pour, au départ tout au moins, des raisons indépendantes les unes des autres. Les dirigeants iraniens produisent et soutiennent des groupes qui emploieront l'arme du terrorisme pour exporter leur révolution ; les résistants à l'invasion soviétique formeront une génération de soldats aux techniques indirectes de la guérilla et du terrorisme. Les mouvements de libération

nationale de la Palestine, influencés par cette mutation se métamorphoseront de mouvements laïcs en mouvements religieux, à une époque de l'histoire où les grandes idéologies séculaires sont en panne d'inspiration. Ailleurs, aux Etats-Unis par exemple, des groupuscules fondamentalistes chrétiens vont utiliser le terrorisme pour afficher leurs revendications morales, sur la question de l'avortement par exemple. C'est ce terrorisme, surtout dans sa dimension islamiste qui nous intéresse aujourd'hui, les autres mouvements, y compris les chrétiens radicaux étasuniens, ayant par la force des choses été obligé de rendre les armes (effet combiné des attentats d'Oklahoma City et du 11 septembre pour ce dernier cas). Aujourd'hui, lorsque l'on parle de la « menace terroriste, » c'est à ces mouvements islamistes auxquels on se réfère. C'est donc contre ces mouvements, d'abord, qu'il faut s'attaquer, afin de contenir leurs actions, d'abord, puis, si possible d'éliminer complètement la menace en résorbant ces mouvements ou en les éliminant.

Dimension psychologique ou politique?

On le voit, il est difficile d'appréhender la problématique terroriste sans comprendre les mouvements, les groupes, et les individus qui pratiquent le terrorisme. Car, en fin de compte, qu'ont-ils en commun les uns avec les autres ? Depuis 2001, de nombreuses études sur le terrorisme se sont focalisées sur l'aspect psychologique, sur l'aspect social aussi, des agents et des exécutants. Ces études, du reste intéressantes, partent presque toujours du principe que celui qui pratique le terrorisme, comme le criminel, doit présenter un certain profil. Cette approche envisage le terrorisme comme un crime, le terroriste un criminel et elle applique au phénomène terroriste les techniques développées dans le cadre de la criminalité.

Or, que voit-on ? Que dans la grande majorité des cas, le « terroriste » n'a pas véritablement de profil. Souvent, il provient de milieux aisés et éduqués et n'a aucune histoire de troubles psychologiques ou comportementaux. L'explication est pourtant simple : le terroriste est avant tout un « agent politique », celui-ci partageant trois points en commun avec les autres terroristes : il (ou elle) prétend renverser le *statu quo* politique ; il n'hésite pas à recourir pour cela à des moyens violents ; ses moyens sont, globalement, extrêmement limités. En d'autres termes, ce qui fait le « terroriste » est la combinaison entre une volonté politique forte, une légitimité inexistante et des moyens réduits à leur plus simple expression. A cela, s'ajoute une conviction inébranlable que la justesse de la cause justifie tous les moyens mis en œuvre. C'est pourquoi l'idée de réparer une injustice profonde anime une grande majorité des groupes pratiquant le terrorisme, qu'il s'agisse des mouvements nationalistes (injustice liée au territoire) ou religieux (injustice liée aux croyances et pratiques, à l'histoire). Ça n'est pas une coïncidence si le terrorisme religieux le plus abouti et le plus virulent est pratiqué aujourd'hui par les fondamentalistes islamistes, l'Islam ayant la particularité par rapport aux autres religions monothéistes de ne pas avoir de séparation nette entre la religion et la politique.

Que l'immense majorité des musulmans soit modérée et choquée par de telles pratiques ne change rien au fait qu'une telle religion aboutisse dans sa forme la plus extrême à ce qui constitue le paroxysme de la violence contre les civils. Le fait qu'une majorité de communistes fut mue par un sentiment de générosité ne changea rien au fait que la mise en pratique du communisme conduisit directement au Goulag. Différence notoire : là où le communisme ne pouvait que conduire au Goulag, la violence religieuse reste un phénomène marginal, les grandes religions étant malgré tout dotées de nombreux garde-fous et disposant de codes éthiques sophistiqués dont sont généralement dépourvues les grandes idéologies politiques. Afin de ne pas nous acharner sur la seule religion

musulmane, rappelons aussi que dans le registre de la violence, lorsque l'église catholique disposait d'une puissance et d'une influence politiques conséquentes, elle pratiqua une forme de terreur particulièrement violente contre les populations pour imposer ses vues et asseoir son pouvoir à travers l'Inquisition. Les fondamentalismes protestants et juifs furent aussi à un moment ou à un autre des vecteurs de terreur politique, certes moins durables et dans des proportions en rapport avec leur taille et leur puissance.

Ce qui différencie les mouvements les uns des autres tient à la fois à la valeur morale de leur cause et à la relation qui s'installe entre leurs revendications et la réalité historique. Prenons par exemple le cas du terrorisme palestinien. Si les groupes pratiquant le terrorisme en Palestine sont critiquables, tant par l'horreur qu'inspire certains de leurs attentats contre des civils et par l'inflexibilité, voire l'absence de scrupules, de la part de leurs dirigeants, on peut aussi trouver une justification morale à des actions visant, en théorie tout au moins car la soif du pouvoir n'est pas absente de l'équation, à libérer un peuple malmené par l'histoire et qui a enduré des souffrances collectives inacceptables, la faute revenant d'ailleurs plus initialement aux manquements des anciennes puissances coloniales de la zone qu'à l'Etat israélien dont le rôle, certes, est plus qu'ambigu sur cette question. Plus difficiles à justifier, en revanche, sont les revendications des groupes nationalistes européens dont on ne peut affirmer, loin s'en faut, qu'ils défendent la cause de peuples opprimés ou qu'ils s'inscrivent dans la droite ligne des mouvements de libération nationale des espaces colonisés : la Corse ou le Pays Basque ne sont pas l'Algérie ou le Kenya de la colonisation. Dans le même ordre d'idées, on peut difficilement aussi, faire un cas moral des attentats anarchistes du 19^e siècle.

Le cas d'Al-Qaeda est également compliqué du fait que l'interprétation historique que font ses dirigeants de leurs actions est en décalage complet par rapport au credo

philosophique du moment et aux réalités géopolitiques du monde du 21^e siècle. La modernisation, la croissance et la démocratie sont les mamelles de l'histoire contemporaine. Or, Al-Qaeda s'inscrit en porte à faux de cette histoire en prônant le retour à l'âge d'or de l'Islam, à la reconstruction du grand Califat (dont Atatürk signa au 20^e siècle l'arrêt de mort), à un vaste empire théocratique régi par des lois strictes correspondant à une interprétation étriquée du Coran et de l'islam. L'objectif est ambitieux puisqu'il s'agit ni plus ni moins de bouleverser l'Etat du monde par la faveur d'une stratégie du chaos dont les conséquences à plus ou moins long terme aboutiraient théoriquement à ce scénario et dont les deux premières étapes consisteraient à faire s'écrouler le monde occidental tout en consolidant le noyau du futur Califat. Ici, le décalage entre les objectifs affichés et les moyens employés est gigantesque et cet énorme fossé affaiblit à la fois la légitimité de l'action d'Al-Qaeda et sa valeur morale.

Le fait qu'Al-Qaeda présente son action comme un moyen de libérer tout un « peuple » (les musulmans) du joug d'un autre « peuple » (les Occidentaux) suit la logique du terrorisme qui, dans la majorité des cas, est perçu par ceux qui y ont recours comme un moyen ultime de « libération » des peuples opprimés. Si le discours et la stratégie d'Al-Qaeda séduit, on peut comprendre certaines communautés qui souffrent d'être laissées pour compte par l'histoire, on peut également voir que pour la grande majorité, les actions entreprises sont perçues comme des actes de violence gratuite menés à des fins chimériques. Il n'est pas étonnant qu'Al-Qaeda qui, au départ, s'inscrivait dans la mouvance des mouvements de libération nationale lors de l'invasion soviétique d'Afghanistan n'ait pas réellement pu se transcender en mouvement universel après le retrait de l'URSS. Au contraire, c'est une autre invasion, celle des Etats-Unis en Irak qui lui a permis de maintenir son rang de premier groupe terroriste en offrant un débouché idéologique à une organisation qui, après le renversement du gouvernement taliban était moribonde. Seul le spectaculaire attentat sur les tours jumelles lui aura permis, en fin de

compte, de faire illusion durant sa période « universaliste », période qui, aujourd'hui apparaît comme transitoire. De fait, les succès d'Al-Qaeda n'ont été dus qu'à l'incurie des gouvernements visés, ceux de Bush et d'Aznar, entre autres. Le cas Al-Qaeda, *in fine*, ne fait que confirmer ce qu'on savait déjà : que le terrorisme produit des effets avec l'assentiment direct ou indirect des gouvernements ciblés. On voit aussi que les gouvernements n'apprennent guère du passé, ainsi que l'a démontré récemment, parmi des dizaines d'exemples, l'attitude du gouvernement Sarkozy, ce dernier déclarant durant l'été 2010 qu'il se lançait dans « une guerre contre la terreur » contre le groupe Al-Qaeda au Maghreb islamique.

Terrorisme et media

Les médias jouent un rôle fondamental dans l'équation terroriste. On peut même affirmer que sans les médias, le terrorisme n'existerait pas. En effet, le terrorisme reposant sur un choc psychologique, ce sont les médias qui donnent une résonance aux attentats. Contrairement à la terreur d'Etat qui table sur la non-information absolue et/ou sur la propagande gouvernementale, le terrorisme s'appuie précisément sur le relais d'information et d'images et sa propagande se fait indirectement par le truchement de l'effet médiatique. Dans le bras de fer qui oppose terroristes et gouvernement, le civil constitue la cible et les médias l'enjeu du combat. La cible est, au départ du moins, passive. Les médias sont actifs et réactifs. Les terroristes ne les contrôlent pas. Les gouvernants, en démocratie, les contrôlent peu ou mal. Dans ce domaine, comme on verra plus loin, les dictatures ont un certain avantage, comme l'illustre le cas de la Russie. Néanmoins, cette absence de contrôle ne veut pas dire que les médias sont totalement libres puisqu'ils obéissent à une logique, celle de l'audimat par exemple, qui les oblige à suivre un mouvement qui peut devenir incontrôlable. Suite aux attentats de 2001 qui ont focalisé toute l'attention des médias américains durant des mois entiers, la marge de

manœuvre des commentateurs s'est réduite à une peau de chagrin, ce qui a fait le jeu du gouvernement américain et a permis l'invasion de l'Irak et la compression des libertés civiles, entre autres choses. Durant deux ou trois années, le gouvernement Bush, grâce aux attentats de 2001, a pu entreprendre une série d'actions qui, dans un contexte normal, auraient été inadmissibles, voire impensables. Ce n'est que vers 2004, 2005 – une éternité sur l'échelle médiatique – que les médias étasuniens ont commencé timidement à récupérer leur indépendance idéologique. Certes, les Etats-Unis ont démontré à plusieurs reprises qu'ils avaient parfois du mal à endiguer la montée d'un certain totalitarisme idéologique (cas du Maccarthysme) mais, même caricatural, ce renoncement médiatique est probablement inhérent à toutes les sociétés modernes. En résumé, les attentats de 2001 ont été tellement surexposés par les médias américains qu'ils ont permis au gouvernement de les exploiter à son avantage.

Contrairement à une idée reçue, encore une, le phénomène médiatique n'est pas nouveau. La seconde moitié du 19^e siècle voit l'apparition des grands quotidiens d'information, ceux-ci utilisant désormais une nouvelle technologie, celle de la photographie. Avant le cinéma, avant la télévision, avant Internet, la technique de la photographie, et celle du simple dessin, permettaient de diffuser à grande échelle une image instantanée dont l'impact psychologique reste à ce jour inégalée (pensons, plus près de nous, aux célèbres photos de la guerre du Vietnam). La compétition féroce qui s'installa alors entre les grands quotidiens – dont les magnats furent de véritables dictateurs - encouragea les attentats, quand elle ne les inventa pas : un grand quotidien monta en épingle l'« attentat » terroriste sur un navire de guerre américain à Cuba et provoqua la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne.

Aujourd'hui, Rupert Murdoch est le digne successeur de Randolph Hearst. Sa chaîne de télévision *FOX* fut au début des années 2000 la principale locomotive derrière George W.

Bush. Le *Wall Street Journal*, pourtant de bonne réputation, ne fut pas dans ce domaine au-dessus de tous soupçons. On peut donc affirmer que, à l'exception de quelques quotidiens sérieux comme *Le Monde* ou *The International Herald Tribune*, de quelques radios et chaînes de télévision de qualité comme France Culture, Arte ou la BBC, le traitement du phénomène terroriste demeure d'une grande superficialité quand il n'est pas esclave des sirènes du sensationnalisme. Les médias de masse modernes vendent de l'angoisse et le terrorisme constitue le pinacle de ce marché juteux, l'image d'un attentat dans un lieu connu et accessible aux photographes et aux caméras fournissant un cadre autrement plus dramatique que des images de combats militaires éculés, sur des théâtres lointains aux noms peu familiers, et qui plus est compliqués, et chers, à filmer.

Le manichéisme qui entoure le phénomène terroriste, son mystère aussi, contribuent à le rendre plus angoissant encore. Les débats incessants de soi disants experts brandissant avec perversité le spectre de la menace d'un terrorisme aux ADM - l'ultime menace - ne contribue pas non plus à garder le sang froid nécessaire. Le terrorisme, c'est un fait, fait vendre l'information. Et, avec l'érosion de la presse écrite payante, c'est l'information en images qui a la haute main sur ce domaine en pleine transition. Internet, *Youtube*, *Daily Motion* et les millions de sites web indépendants, sans compter les centaines de millions de *bloggers* mal informés ou mal intentionnés qui distillent leurs opinions sur la toile, ne font qu'accentuer la tendance. C'est avec le net que s'est répandue comme une traînée de poudre l'idée saugrenue que les attentats du 11 septembre n'avaient pas eu lieu ou qu'ils avaient été montés de toutes pièces par la CIA ou par les services secrets israéliens. Une telle information n'aurait jamais pu circuler de la sorte avec les médias traditionnels et la théorie du complot s'est maintenue avec une résilience étonnante. Inutile ici de rappeler que les groupes comme Al-Qaeda ont parfaitement compris l'intérêt qu'ils auraient à exploiter les ressources Internet, la toile ne connaissant pas les frontières, ni aucune des contraintes que l'on trouve malgré tout dans les médias classiques. Si le terrorisme est

parfois décrit comme « l'arme du pauvre », l'Internet agit parfois comme le médium des démunis...

Terrorisme et démocratie

Le terrorisme et la démocratie modernes sont pratiquement jumeaux. Ce fait n'est pas tout à fait une coïncidence. Les deux sont des produits, ou sous-produits dans le cas du terrorisme, de la modernisation des systèmes politiques et sociaux. Sous l'Ancien régime, le « terrorisme », ou proto-terrorisme s'est confiné au tyrannicide. Dans un système monarchique, la stratégie du chaos se résume à une attaque contre le sommet de l'édifice, là où sont concentrés tous les pouvoirs, souvent sur une seule individualité. En démocratie, au contraire, le pouvoir repose essentiellement sur la base. C'est donc celle-ci qui devient naturellement la cible de ceux qui entendent mettre en œuvre une stratégie du chaos. On voit d'ailleurs que les cibles des attentats terroristes, à travers le temps, correspondent exactement à la progression démocratique : les têtes couronnées, puis les responsables politiques, puis les élus, puis les bureaucrates, puis les « bourgeois », enfin le citoyen anonyme dont l'anonymat, justement, constitue la valeur même. La démocratie a pour particularité d'offrir, en théorie du moins, à tous les citoyens un droit à la revendication (grèves, pétitions, motions, médias, etc...) et un accès au pouvoir (à travers le processus électoral).

Terrorisme et ADM

Venons-en à l'épineux problème du terrorisme au moyen d'« armes de destruction massive » (ADM), autrement dit à ces « armes » chimiques, biologiques/bactériologiques et, surtout, nucléaires. Depuis la fin de la guerre froide, et surtout depuis le début du 20^e siècle, le terrorisme et la prolifération nucléaire sont considérés – y compris par les

Nations Unies – comme faisant partie des grandes menaces du moment. Associons les deux, et l'on débouche sur « l'hyper menace » du troisième millénaire. A cet effet, les Etats-Unis ont dépensé des sommes colossales pour étudier le problème et y remédier et le thème occupe des centaines de chercheurs qui ont trouvé là une poule aux oeufs d'or pour financer leurs projets. Qu'en est-il réellement de cette menace ? Et tous ces efforts sont-ils justifiés ?

Au premier abord, la menace paraît sérieuse. La prolifération nucléaire est un problème réel et les liens stratégiques entre l'usage des ADM et l'usage de l'arme terroriste sont réels aussi. De tout temps, les ADM eurent pour objectif d'infliger la terreur auprès des populations, tout comme le terrorisme. Les bombardements sur Hiroshima et Nagasaki n'avaient d'autre but que celui-là. Ces bombardements, classiques ou nucléaires, destinés à terroriser les populations civiles avaient un nom : on appelait cela, pudiquement, des « bombardements stratégiques. » Employés sur décision des plus hauts dirigeants politiques (et non militaires), ils avaient une légitimité politique – certes contestée – dont ne bénéficient guère les groupuscules terroristes. Il reste que les bombardements stratégiques constituent une forme de terrorisme étatique et que, tout comme le terrorisme, ils ciblent en priorité des civils (le débat sur les cibles civiles ou militaires fut au cœur des âpres discussions sur la stratégie nucléaire qui eurent lieu dans les années 1950 - 1980).

De manière générale, la technologie pour produire des ADM, y compris nucléaires, est plus facilement disponible depuis l'effondrement de l'URSS et la fuite des cerveaux du bloc communiste. Pour des groupuscules terroristes, ce type d'arme représenterait théoriquement la formule idéale puisque les effets sont disproportionnellement forts par rapport aux moyens mis en œuvre. Point besoin de divisions blindées pour exploser une bombinette atomique. Nul besoin d'un porte-avion pour balancer des produits chimiques

dans le métropolitain. Sur le plan des coûts, certaines ADM sont peu onéreuses. Les nombreux ouvrages de fiction, romans ou films, sur ce thème, montrent que cette nouvelle étape de l'histoire du terrorisme effleure la réalité.

Il reste que de la théorie et de la fiction à la pratique et à la mise en oeuvre, le pas n'est pas aisément franchi. Si besoin est, l'histoire offre un premier repère. Les ADM existent depuis un siècle, les terroristes depuis plus longtemps : jusqu'à présent, un seul cas, celui de l'attentat dans le métro de Tokyo en 1995 par une secte millénariste, peut être répertorié. Et, si cet attentat a accompli quelque chose, ce fut plutôt de dissuader l'emploi de ce type d'armes à des fins terroristes que d'amorcer une nouvelle ère dans l'escalade terroriste.

La difficulté tient à plusieurs raisons. La première est d'ordre pratique. L'acquisition, la maîtrise et le contrôle de telles armes sont beaucoup plus complexes qu'il n'y paraît à première vue, y compris pour les plus simples, sans parler des plus sophistiquées. Les Etats eux-mêmes ayant des difficultés à acquérir et à développer de telles armes, on peut comprendre que des groupuscules clandestins rechignent à employer des techniques qui compliqueraient exponentiellement une vie déjà fort compliquée et qui multiplieraient les chances de se faire repérer par les autorités policières. Une fois les technologies et les armes acquises, il reste la difficulté à employer de telles armes qui, par définition, échappent à tout contrôle une fois activée leur mise à feu.

Car ceux qui nourrissent nos angoisses à ce sujet se focalisent sur les armes elles-mêmes et en oublient l'essence même du terrorisme. Comme nous l'avons dit et répété, l'usage du terrorisme, dans la grande majorité des cas, est un acte politique rationnel. Un tel acte se définit à travers des fins et des moyens, les seconds étant logiquement subordonnés aux premiers et non l'inverse. Ce qui veut dire qu'ils doivent être proportionnels aux

objectifs à travers lesquels est mise en œuvre la stratégie de ceux qui ont choisi d'employer la technique terroriste. Contrairement à une idée répandue, y compris chez les spécialistes du terrorisme ou de la prolifération des ADM, la stratégie des groupuscules terroristes n'est pas de provoquer le maximum de victimes mais de maximiser le choc psychologique infligé par l'attentat (ou série d'attentats) ainsi que les effets destructeurs sur l'appareil politique, économique et social. Les attentats de 2001, avec leurs 3000 victimes ont injecté une certaine confusion dans ce domaine, de nombreux observateurs voyant dans cet événement l'amorce d'un nouveau type de terrorisme, celui de la destruction de masse. Néanmoins, ce n'est pas tant le nombre de victimes qui a fait de ces attentats un événement historique mais le choc psychologique qu'il a infligé aux Américains et au monde, choc dû en grande partie à la symbolique de ces deux tours s'affaissant d'un seul coup dans un nuage de poussière, le tout filmé en direct, et regardé par des centaines de millions d'individus. La stratégie terroriste n'est pas génocidaire. Encore moins suicidaire. C'est une stratégie du chaos. Son but est de disloquer l'adversaire. Pas de le détruire, du moins pas frontalement. On sait d'ailleurs, à propos des bombardements stratégiques des années 1930 – 40, notamment les bombardements allemands sur l'Angleterre, qu'ils eurent souvent l'effet inverse de celui escompté, les populations étant positivement stimulées par ces tentatives de briser leurs volontés. En matière de terreur, les effets sont d'autant plus grands que les moyens employés le sont avec une certaine retenue, si l'on peut dire.

Tout ceci pour dire que les terroristes, non seulement n'ont pas besoin d'armes de destruction massive mais que leur usage aurait probablement l'effet inverse de celui recherché. Si l'on ajoute à cela les difficultés à se procurer les armes et à les utiliser et l'on comprend qu'un tel scénario n'ait pas eu lieu. Reste évidemment le cas de groupuscules dénués d'objectifs politiques, comme ce fut le cas de la secte Aum responsable de l'attentat de Tokyo, ou de groupes en phase terminale qui n'ont plus rien à

perdre et qui choisissent par désespoir de s'immoler publiquement en provoquant le maximum de victimes. C'est, à l'échelle collective, le scénario du forcené criblant une salle de classe à la mitrailleuse avant de se suicider. Dans cette perspective, un attentat aux armes non-conventionnelles comme celui organisé par la secte Aum pourrait effectivement avoir lieu dans un avenir plus ou moins proche. Néanmoins, rien n'indique, au contraire, que nous sommes à l'orée d'une nouvelle époque où les terroristes utiliseraient régulièrement ou même irrégulièrement, des armes de destruction massive. Le terrorisme nucléaire n'est pas pour demain. Espérons qu'il ne soit pas pour après-demain.

Les villes au cœur du terrorisme

Si la force du terrorisme est de pouvoir frapper n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, la réalité est autre. Dans les faits, le terrorisme frappe presque exclusivement les zones urbaines. Ce qui était vrai du temps des Zélotes ou des Assassins l'est encore aujourd'hui. Pourquoi?

Il y a deux raisons majeures. La première tient aux objectifs des groupuscules pratiquant la terreur. La seconde tient à leurs moyens.

1. Les objectifs

Examinons la première raison. La ville, d'abord, constitue le centre du pouvoir, surtout dans le monde moderne. Cela est d'autant plus vrai que nous parlons de sociétés démocratiques où, comme chacun sait, on se réunit pour prendre les grandes décisions. En parallèle de la progression démocratique, la révolution industrielle a fait de la ville le centre de gravité économique, là où autrefois, ce centre était à la campagne. Cette

tendance s'est accentuée avec la post-industrialisation. L'urbanisation n'a fait que s'accélérer pour toucher aujourd'hui aussi les régions sous-développées.

C'est dans les villes que se font les révolutions. C'est là aussi que sont concentrés les appareils médiatiques : un attentat à Londres aura un retentissement immédiat, que n'aura pas l'explosion d'une bombe dans un hameau ou dans une usine isolée.

On sait que le choc psychologique que cherchent à provoquer les terroristes se joue principalement sur deux tableaux : les populations (civiles) et les symboles de la société et du pouvoir, l'idée sous-jacente étant que l'Etat et son représentant au pouvoir, le gouvernement, sont incapables d'assurer la protection de leurs citoyens et des symboles de la république (ou du royaume). Donc que, d'une certaine manière, ils sont illégitimes, le duel entre les terroristes et le pouvoir en place s'articulant autour du problème de la légitimité. Dans cette perspective, les villes, surtout les grandes villes offrent deux caractéristiques : elles voient une grande concentration de personnes, soit autant de victimes potentielles. Et elles abritent une multitude de symboles auxquels les peuples sont attachés : imaginons l'effet d'un attentat au Louvre ou sur la tour Eiffel par exemple, un 14 juillet.

Un autre élément fait de la ville une cible privilégiée du terrorisme. La ville est en elle-même un symbole : celui de tous les maux de la société que contestent les terroristes. Car la dimension révolutionnaire du terrorisme, comme nous l'avons dit, est au cœur du phénomène. Les groupes pratiquant le terrorisme ont généralement pour vocation de détruire un système, qu'ils aient pour ambition de le reconstruire ou pas – les anarchistes, par exemple, ne l'avaient pas. S'ajoute à cela la problématique de l'impureté. Souvent, l'idée révolutionnaire est accompagnée du nettoyage des impuretés, avant la reconstruction d'une société entièrement pure. On retrouve cette idée dans la plupart des

mouvements révolutionnaires mues par une idéologie forte. Parfois cette notion frise la pathologie chez certains des dirigeants de la révolution, le cas le plus connu étant celui de Robespierre. La vocation à purifier anime aussi bien les pouvoirs terroristes, dont les totalitarismes en sont l'exemple le plus criant – l'exemple des Khmers rouges vidant le Cambodge de ses villes est particulièrement parlant - , mais aussi les groupuscules terroristes à vocation universaliste. L'extrémisme religieux qui nourrit Al-Qaeda en est un exemple. Pour ses dirigeants, la ville représente tout ce qu'ils détestent et combattent, soit le symbole ultime de la modernisation occidentale qui, selon eux, est coupable de polluer et de corrompre le monde musulman, le monde en général. Le lointain ancêtre d'Al-Qaeda, la secte des Assassins, n'agissait pas autrement en s'attaquant aux villes symboles du pouvoir ennemi et de l'impureté religieuse, celui des Turcs dominateurs.

Pour toutes ces raisons, la ville est devenue la cible privilégiée des groupes utilisant le terrorisme comme mode opératoire.

2 . Moyens et contraintes

Venons en maintenant à la seconde raison, celle liée au fonctionnement des mouvements utilisant l'arme du terrorisme. Si le terrorisme est au départ une extension du tyrannicide, il est aussi, à partir des années 1960, une extension de la guérilla. Ces deux liens de filiations, s'ils accouchent de jumeaux, sont à l'origine très différents. Le tyrannicide s'attaque directement à la tête d'un pouvoir jugé illégitime. La guérilla est partie intégrante de la guerre, dans une stratégie indirecte du faible au fort. Rappelons que le terme, sinon la pratique – plus ancienne – nous vient de la résistance espagnole contre l'occupation napoléonienne. Au départ, le tyrannicide se pratique contre une tête couronnée ; la guérilla est une activité exclusivement rurale. Progressivement, le tyrannicide évolue pour viser l'inverse de la tête couronnée, le peuple. De son côté, la

guérilla, qui constitue le moyen militaire principal de nombreux mouvements de résistances anti-coloniaux, se métamorphose à la fin de l'époque coloniale et au début de la période post-coloniale, en une activité urbaine, sans moyens militaires, et s'attaquant non plus aux forces armées adverses mais directement ou indirectement à l'appareil d'Etat. La guérilla, arme du faible devient avec la guérilla urbaine, l'arme de l'extrêmement faible. De stratégie indirecte, elle se mue en stratégie du chaos. Elle devient par la force des choses aussi, une activité exclusivement urbaine. Historiquement, elle marche à contre sens là où, précédemment, elle allait dans le vent de l'Histoire et, en conséquence, marchait avec l'assentiment politique et moral de la communauté internationale, son symbole durable ayant pris la forme du plus illustre guérillero du moment, Ernesto Che Guevara, dont les échecs répétés illustraient pourtant que l'histoire, justement, était en train de tourner la page.

Si la guérilla a suivi cette évolution, c'est en grande partie parce que, dans le monde industrialisé, une guérilla classique est tout simplement irréalisable. En Europe, en Amérique du Nord notamment, les Etats sont trop forts pour qu'une guérilla puisse prendre corps. Seuls des pays avec des Etats faibles comme le Pérou, la Colombie ou le Sri Lanka par exemple sont propices à ce type de résistance. Encore faut-il aussi que la géographie physique le permette. La (vaste) Colombie est un paradis pour les guérilleros. C'est pourquoi ils ont pu survivre durant des décennies, sans jamais toutefois être en mesure de s'emparer du pouvoir. Ailleurs, seule la guérilla urbaine et envisageable pour les mouvements révolutionnaires ambitionnant de renverser le pouvoir en place. Ces mouvements sont pour l'immense majorité condamnés à terme à l'échec, ce qui ne les empêche pas de perdurer.

Pour ces groupes, la ville offre un sanctuaire qui, tout simplement, n'existe pas ailleurs. C'est là aussi qu'on noue des contacts, qu'on tisse des réseaux, qu'on se procure les

outils nécessaires pour commettre des attentats. C'est là qu'on repère les cibles, qu'on organise l'attentat. Une fois commis les attentats, la ville est un refuge où il est relativement aisé de se cacher, de sauter dans un train ou un avion. Al-Qaeda, dont la particularité était, est toujours dans une certaine mesure, de posséder un sanctuaire dans une zone rurale difficile d'accès en Afghanistan et le Pakistan table malgré tout sur une stratégie où les grandes villes, à commencer par Londres, figurent en bonne place.

Pour toutes ces raisons, la ville, et presque exclusivement la grande ville, sera dans l'avenir au cœur des activités terroristes. C'est ici qu'il faudra mettre en œuvre aussi la vaste majorité des efforts de lutte contre le terrorisme.

Effets pervers de la lutte anti-terroriste

Depuis 2001, et avant cela même en Europe, notamment en France, de gros efforts ont été entrepris pour lutter contre le terrorisme. Une multiplication exponentielle des fonds attribués à cette lutte, une meilleure organisation gouvernementale et locale, une meilleure communication entre les organismes chargés de la lutte anti-terroriste, la mise en œuvre d'activités transnationales : de nombreuses mesures ont été entreprises ces dix dernières années qui vont dans le bon sens ; pour preuve, l'organisation qui devait mettre l'Occident à feu et à sang, Al-Qaeda pour ne pas la nommer, n'a réussi à commettre, jusqu'à présent, que deux attentats notoires en Occident, à Madrid et à Londres. Par rapport aux objectifs affichés, par rapport aux effets attendus, l'échec est retentissant.

Néanmoins, cet échec ne se traduit pas pour autant en une réussite pour l'adversaire désigné. D'une part, deux attentats sanglants ont quand même eu lieu. Par ailleurs, de nombreux attentats (une cinquantaine en dix ans) ont été perpétrés directement par cette même organisation ou, indirectement par ses réseaux. Ces attentats, pour la plupart, ont

eu lieu dans le vaste monde musulman, du Maroc jusqu'en Indonésie. Moins spectaculaires ou choquants pour les Occidentaux, ils ont néanmoins un potentiel déstabilisateur plus grand dans les pays visés. En somme, les difficultés qu'ont pu rencontrer les terroristes, consécutives aux mesures de sécurité entreprises en Occident n'ont fait que transposer le problème sur d'autres théâtres sans le résoudre pour autant.

Plus grave peut-être, certaines mesures entreprises par les Occidentaux, en particulier les étasuniens, ont ou auront dans l'avenir plus ou moins proche des conséquences néfastes importantes. La première de ces mesures est celle qui touche à la fameuse « guerre contre la terreur » de Bush, prétexte à une invasion de l'Irak où le terrorisme était l'une des rares tares dont ne pouvait s'enorgueillir Saddam Hussein. Depuis, on peut dire que l'Irak est devenu un terrain pour au moins une ou deux générations de terroristes. Barack Obama, dont on peut saluer la rupture avec son prédécesseur dans de nombreux domaines, peut en revanche être critiqué pour ses choix stratégiques qui ont repris les grandes lignes de la politique extérieure de George W. Bush, y compris la guerre contre la terreur, et même si cette dernière s'est focalisée sur le second théâtre, l'Afghanistan.

L'autre échec de la politique anti-terroriste de Bush, celle-ci ayant fait des émules ailleurs, concerne les atteintes contre les libertés civiles entreprises au nom de la guerre contre le terrorisme. Cet aspect des choses, largement occulté par les médias, eux-mêmes complices par ailleurs, est à rapprocher avec d'autres épisodes peu glorieux du 20^e siècle comme le Maccarthysme ou l'internement des citoyens d'origine japonaise durant la seconde guerre mondiale. Pour le pays qui s'auto-proclame le champion des droits de l'homme et de la démocratie, il s'agit là d'une plaie auto-infligée qui mettra très longtemps à cicatriser. Alors que se referme le sinistre épisode de Guantanamo, l'erreur des dirigeants américains n'en paraît que plus colossale. Si l'Allemagne doit composer avec Hitler, la France avec Vichy ou le Chili avec Pinochet, l'Amérique a désormais

Guantanamo. Symbole d'une politique qui a produit d'autres aberrations telle qu'Abu Ghraib, Guantanamo restera comme une grosse tache sur l'histoire des Etats-Unis. Il est important que ces erreurs servent de leçon, aux Etats-Unis et ailleurs. Surtout, il est vital qu'elles ne se reproduisent pas.

Dans le domaine de l'autodestruction, des progrès considérables doivent et peuvent être entrepris. C'est peut-être sur ce terrain que l'établissement d'une gouvernance mondiale de la lutte contre le terrorisme peut réaliser les plus grandes choses.

Gouvernance mondiale de la lutte contre le terrorisme et principes de gouvernance

Avant de passer à la seconde étape, celle de l'élaboration de propositions, tâchons de résumer notre propos à travers la grille développée par la Fondation Charles Léopold Mayer² sur l'art de la gouvernance. Cette grille offre une conjugaison de cinq principes qui forment ensemble des combinaisons multiples :

*a) **Légitimité de l'exercice du pouvoir et enracinement** : il faut un assentiment profond des peuples à la manière dont ils sont gouvernés; que ceux qui exercent l'autorité soient jugés dignes de confiance; que les limites imposées aux libertés privées soient aussi réduites que possible et découlent clairement des nécessités du bien commun ; que l'organisation de la société soit assise sur un socle éthique reconnu et respecté ;*

*b) **Conformité à l'idéal démocratique et à l'exercice de la citoyenneté** : il faut que chacun se sente partie prenante au destin commun, ce qui exclut par exemple la tyrannie de la majorité ; qu'un juste équilibre soit trouvé entre droits, pouvoir et responsabilités ; qu'aucun pouvoir ne puisse s'exercer sans contrôle;*

² Plus précisément par Pierre Calame. Voir notamment *Essai sur l'Oeconomie*, Paris : ECLM, 2009, PP. 208-213.

*c) **Compétence et efficacité** : la conception des institutions publiques, leur mode de fonctionnement et ceux qui les font fonctionner doivent faire la preuve de leur pertinence, de leur compétence, de leur capacité à répondre effectivement aux besoins de la société dans sa diversité ;*

*d) **Coopération et partenariat** : il faut que tous puissent concourir au bien commun et que la gouvernance organise les relations et les coopérations entre les différents types d'acteurs, publics et privés, entre les différentes échelles de gouvernance, entre les administrations, selon des procédures établies en commun ;*

*e) **Relations entre le local et le global** : il faut que les sociétés puissent s'organiser pour que l'autonomie des « communautés de base » soit compatible avec la cohésion de la société jusqu'au niveau mondial; ceci peut se faire de multiples manières, comme dans toute organisation de grande taille et tout système vivant, la pyramide hiérarchique à multiples strates étant l'une des moins efficaces.*

De prime abord, cette grille s'avère d'une grande utilité pour tout ce qui touche à la lutte contre le terrorisme, donc à la gouvernance mondiale de la lutte contre le terrorisme. En revanche, il paraît plus compliqué d'exploiter cette grille dès lors que l'on se place du point de vue du « terroriste » : celui-ci, par définition, évoluant dans un univers hors normes et rejetant les notions traditionnelles de légitimité de l'exercice du pouvoir, de conformité à l'idéal démocratique et à la citoyenneté.

Eu égard au premier principe, celui de la légitimité, il est évident que la légitimité du gouvernement responsable de la lutte contre le terrorisme est primordiale. Sur ce point, l'issue est la même que pour tout ce qui touche à l'exercice du pouvoir. L'autorité jugée compétente, qu'il s'agisse d'un Etat, d'une organisation supranationale comme l'ONU ou

d'une ville, doit obligatoirement avoir la légitimité digne de son Etat. Il s'agit là d'un problème complexe qui dépasse de très loin le cadre de cette étude. Nous en resterons donc là.

Par contre, si l'on se focalise plus spécifiquement sur les libertés privées, *que les limites imposées aux libertés privées soient aussi réduites que possible*, le terrorisme est au cœur du problème, d'abord vis-à-vis de celui qui, en terrorisant les populations, contraint la liberté de mouvement du citoyen. Surtout, la liberté est en quelque sorte l'otage du nœud terroriste puisque l'affrontement entre les terroristes d'un côté, du gouvernement et de ses forces de l'ordre de l'autre, pose inévitablement le problème des libertés civiles et individuelles. Le gouvernement, pour combattre cette force obscure qui se fonde dans la masse se voit contraint de remettre certaines libertés en question, tant pour le renseignement et la surveillance que pour les gardes à vue, les contrôles aux frontières, jusqu'au concept même de citoyenneté (en France, le seul motif, jusqu'à présent, de déchéance de la nationalité lorsque celle-ci est acquise après la naissance). Dans ce domaine, la frontière entre l'acceptable et l'inacceptable est rapidement franchie. Le terrorisme est une activité hors normes dont l'une des particularités est de ne pas respecter les lois en vigueur. Doit-on, pour le combattre, rester dans les normes habituelles ? Vaste question. Et on peut multiplier les cas de casuistique s'appliquant à la problématique : peut-on, doit-on, par exemple, torturer un suspect sachant que l'information qu'il refuse de divulguer pourrait sauver la vie de centaines d'enfants et d'innocents ? Là-dessus, les spécialistes d'éthique peuvent tergiverser à l'infini suivant la grille qu'ils choisissent d'adopter.

Encore faut-il envisager les choses sur le court ou le long terme. Torturer un suspect peut éventuellement éviter un attentat. Mais l'usage de la torture peut aussi miner les fondations d'une société au point de la faire chanceler, ce qui est précisément l'issue que

recherchent les terroristes. Ainsi, à jouer selon les règles de l'adversaire, on s'expose à tomber dans son piège. Il est évident que l'attitude des Etats-Unis après 2001 est allée dans ce sens avec des effets à court terme qu'il est difficile de percevoir et des conséquences à moyen et long terme qui sont et qui seront néfastes, et même plus. Les Etats-Unis ont pour raison d'être la liberté individuelle, et il est évident qu'une politique visant à détruire ces libertés ne peut qu'affaiblir les fondations mêmes de la nation. L'attitude de la France durant la guerre d'Algérie démontre comment, plusieurs décennies après les faits, la blessure provoquée par l'usage de la terreur d'Etat peine à se refermer. Avec le temps, on pardonne parfois au terroriste d'avoir choisi des voies extrêmes. On le pardonne beaucoup plus rarement à un Etat. Sur un plan moral, et dans le contexte d'une stratégie du fort au faible, le faible a une marge de manœuvre infiniment plus grande que l'Etat. Peu de gouvernements ont conscience de cette réalité.

La lutte contre le terrorisme, considérée par beaucoup comme du ressort de l'Etat, a beaucoup à gagner de l'implication citoyenne. Pour l'heure, celle-ci est faible, peu encouragée qu'elle est par les gouvernements justement. Néanmoins, pour une multitude de raisons, celle-ci est vitale dès lors que l'on prétend contenir et éradiquer le phénomène. Dans les villes, dans les quartiers, surtout les quartiers défavorisés, l'action d'associations citoyennes peut avoir des effets conséquents pour dissuader les jeunes de se noyer dans une spirale pouvant mener à l'organisation d'attentats. Diverses activités pourraient aussi aider les communautés locales à mieux comprendre la problématique terroriste et à réagir lorsqu'elles sont confrontées au phénomène. L'implication des citoyens semble beaucoup plus conforme à l'idéal démocratique que la seule implication des gouvernements et des forces de polices. Plus important peut-être, la participation citoyenne réduirait considérablement les risques de dérives gouvernementales en matière de suppression des libertés civiles au nom de la lutte anti-terroriste, y compris dans les pays se targuant de disposer de systèmes démocratiques exemplaires.

Il est évident que l'efficacité des politiques de lutttes anti-terroristes et la compétence des acteurs impliqués sont des éléments vitaux. L'exemple étasunien, là encore, est là pour nous donner un contre-exemple de ce qu'il ne faut pas faire avec la mise en place de politiques aux objectifs douteux, aux moyens inadaptés et avec des acteurs totalement incompetents en la matière. L'efficacité et la compétence sont le fruit d'abord d'une bonne organisation entre les acteurs, de coopération entre les différents services gouvernementaux d'une part, et d'autre part, entre ces derniers et les autres parties prenantes impliquées, y compris les associations représentant la société civile et les citoyens.

Tout ce que nous avons dit auparavant débouche sur une autre évidence, savoir que la lutte contre le terrorisme s'accomplit sur diverses échelles, du local au global puisque le terrorisme cible une localité justement, et que c'est un phénomène trans-national. Les réseaux informels qui se sont créés entre certaines villes, comme New-York et Madrid par exemple, pour mener de front la lutte contre le terrorisme et les terroristes, symbolisent à eux seuls cette synergie entre le local et le global et les diverses échelles de gouvernance.

DEUXIEME PARTIE : LES PROPOSITIONS

La lutte contre le terrorisme est un non sens puisque, comme nous l'avons vu, *le terrorisme*, en tant que tel, sur un plan pratique, n'existe pas. Dans les faits, il s'agit donc de lutter contre *des* terrorismes et, surtout, contre *des* terroristes, réels ou potentiels. Surtout, il est impératif de lutter contre les *effets* que sont censés provoquer les attentats terroristes. La dichotomie causes profondes/symptômes ne reflète pas véritablement la nature du terrorisme. On ne saurait donc formuler une liste de propositions qui suivrait ce double schéma. Néanmoins, la lutte contre le terrorisme se doit de définir une série d'objectifs distincts qui correspondent aux diverses facettes du terrorisme.

Lutte tripartite

La lutte contre le terrorisme peut se résumer à trois activités principales.

I. Prévenir la montée et le développement des terrorismes

La première tient à prévenir la montée de mouvements terroristes. C'est l'activité anti-terroriste la plus floue et la plus compliquée à mettre en oeuvre puisqu'elle agit sur les causes potentielles de terrorismes, sachant que ces causes sont difficiles à définir et à appréhender. Dans ce domaine, une multitude d'obstacles innombrables entravent une analyse correcte et intelligente de la situation. Pensons au soutien qu'apporta la CIA à Oussama Ben Laden lorsqu'ils combattaient les soviétiques : à l'époque, la lutte contre le diable communiste paraissait autrement plus sérieuse que la possibilité d'attentats terroristes quinze ans plus tard. Gageons que cette dernière éventualité n'effleura même pas les agents chargés de soutenir Ben Laden.

Il s'agit donc ici d'effectuer d'abord un travail de prospective afin d'envisager les divers scénarios qui pourraient se produire dans un avenir plus ou moins proche. Il faut ensuite déterminer lesquels de ces scénarios sont les plus probables. On sait par exemple que depuis 2001, les autorités se sont mobilisées pour prévenir les attentats aux ADM. Mais cette menace était-elle, est-elle toujours la plus sérieuse en matière de terrorisme ?

Enfin, dès lors qu'une nouvelle forme de terrorisme pointe à l'horizon, il faut rapidement concentrer des efforts et de l'énergie pour endiguer au plus vite la menace qui se profile.

II. Prévenir les attentats

La seconde activité est plus précise. Elle a pour but de prévenir des attentats terroristes. C'est la partie du contre-terrorisme qui est la mieux connue, la mieux définie et celle qui, de très loin, accapare le plus de volonté politique, qui déploie le plus d'énergie, de fonds et de moyens en tous genres. C'est dans ce domaine de la lutte anti-terroriste que se situe le travail de police, de renseignement et d'infiltration destiné à identifier et à démanteler les réseaux. C'est ici, aussi, que l'on trouve la dimension juridique de la lutte anti-terroriste qui permet d'appréhender d'éventuels coupables, de les placer en garde à vue, de les interroger, le cas échéant de les transférer (vers d'autres pays), de les juger, de les condamner.

Dans ce domaine, des progrès, y compris des progrès importants sont réalisables et ont d'ailleurs déjà été réalisés. Néanmoins, il n'existe pas de recette miracle : pour prévenir les attentats, il faut identifier les réseaux et les neutraliser. L'organisation et la coopération, à l'intérieur des pays, entre les pays, et même à l'intérieur des services de police ou ceux chargés du renseignement, sont les seuls moyens d'aller de l'avant. Ici,

les principaux acteurs sont les services de sécurité spécialisés, les tribunaux, et de manière générale les appareils d'Etat et les dirigeants politiques qui sont à leur tête.

III. Combattre les effets du terrorisme

La troisième dimension de la lutte anti-terroriste est la moins connue et, jusqu'à présent, la moins développée. Cette dimension est concernée par tout ce qui touche aux effets psychologiques que peuvent causer des attentats sur les populations et sur les appareils économiques, sociaux et politiques. En somme, le but ici est de minimiser les effets du terrorisme et de prévenir le chaos que recherchent ceux qui organisent et commettent ces attentats. C'est dans cette partie de la lutte anti-terroriste aussi que se situe tout le travail – essentiel – de protection des libertés civiles qui, naturellement, sont mises à mal par l'effet de la seconde dimension, celle qui vise à prévenir les attentats, voire de la première, celle qui vise à prévenir la montée de terrorismes. Dans ce dernier registre, la politique de George W. Bush, encore une fois, fut en tous points, désastreuse. Il est évident aussi que cet aspect de la lutte anti-terroriste a pour objectif d'empêcher toute exploitation que pourrait rechercher un gouvernement par rapport à la menace terroriste, depuis l'organisation de faux attentats, en passant par la mise en service d'agents provocateurs jusqu'à l'exploitation du choc psychologique infligé pour mener à bien des politiques douteuses ; ainsi l'invasion de l'Irak de 2003 par les Etats-Unis et leurs alliés de circonstance, ces derniers s'engageant d'ailleurs (Grande-Bretagne, Australie, Espagne, Etc...) contre leurs opinions publiques.

C'est dans ce domaine particulier de la lutte anti-terroriste que la marge de manœuvre est la plus grande. C'est ici, aussi, que la société civile peut jouer un rôle de premier plan, parce qu'elle le peut et aussi parce que c'est un domaine où les gouvernements affichent

une certaine réticence puisque cela remet en cause certaines de leurs prérogatives en matière de lutte contre le terrorisme.

Toutes les propositions que l'on peut formuler dans le domaine de la lutte anti-terroriste entrent dans le cadre de l'un ou de plusieurs de ces trois schémas. Une série de propositions touche à l'action des Etats puisque ce sont les premiers concernés, à la fois parce qu'ils sont les cibles politiques des terroristes et parce qu'ils sont les premiers à orchestrer la réponse à la menace. Ensuite, les autres acteurs entrent en jeu : les villes d'abord, et puis la société civile et enfin les citoyens. Sans oublier aussi les « terroristes » à qui il est important, le cas échéant, d'offrir une porte de sortie. La plupart des propositions qui suivent mettent en avant le caractère trans-national de la lutte contre le terrorisme avec, à terme, l'objectif d'aboutir à une véritable « gouvernance mondiale » de la gestion du terrorisme.

LISTE DES PROPOSITIONS (15)

I. Création d'un organisme global de lutte contre le terrorisme

C'est là le premier pas vers l'élaboration d'une véritable gouvernance mondiale de la lutte contre le terrorisme. C'est aussi l'aboutissement des propositions formulées dans ce cahier.

Certes, il existe divers organismes internationaux qui travaillent dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Ils se sont renforcés considérablement depuis 2001. L'ONU ou Interpol, par exemple, en font partie. D'autres ont été créés sur le plan régional aussi. On l'a vu au niveau européen par exemple. Il existe aussi des « observatoires » privés,

parfois soutenus directement ou indirectement par des Etats. Néanmoins, à ce jour, il n'existe pas d'organisme global digne de ce nom. Surtout, il n'existe pas d'organisme qui coordonne toutes les activités liées à la lutte contre le terrorisme. Le combat contre le terrorisme, la caractéristique de ce dernier étant d'être diffus, nécessite *a contrario* un effort de centralisation et de concentration des ressources.

Aujourd'hui encore, alors même que l'on sait que la menace terroriste est par essence trans-nationale pour ne pas dire globale, les institutions chargées de lutter contre la menace restent confinées au schéma traditionnel de l'Etat défendant son « intérêt national ». Déjà, chacun cherche à réduire les risques d'attaque sur *son* territoire, les attentats à *l'extérieur* étant considérés comme du domaine de l'autre, de la victime, pour peu que ces attentats ne fassent pas tache d'huile. Mais le problème est que, justement, le terrorisme ne respecte pas cet ordre des choses. Il est donc logique et évident que seul un organisme véritablement global pourrait à terme endiguer véritablement la menace. Le problème principal que pose la création d'un tel organisme est qu'il enfreindrait sur la souveraineté des Etats individuels : ces derniers sont-ils prêts à payer le prix ? Pour l'heure, rien n'est moins sûr.

Malgré tout, l'appui populaire pour la création d'une telle entité pourrait pousser certains pays à s'entendre pour créer une telle institution. Comme pour le charbon et l'acier, il semble plus probable que l'initiative se ferait d'abord par le bas, avec l'implication de quelques pays motivés.

Comme les politiques n'initieront pas un tel programme, il faut que la société civile le mette d'abord en chantier, qu'elle le pousse auprès des politiques, des populations et des médias.

Il est évident que la création effective d'un organisme global de lutte contre le terrorisme faciliterait toutes les initiatives découlant des propositions qui suivent.

Objectif : création d'une entité centralisée et dotée des moyens adéquats pour lutter globalement contre le terrorisme.

Vecteurs de la mise en œuvre : au départ, la société civile. Ensuite, les politiques, les ONG, les Etats.

Moyens : financiers, humains, infrastructure, logistique.

Coûts : élevés, en \$ milliards.

Difficulté : élevée.

Terme : long.

Lieu : à déterminer.

II. Elaboration d'une stratégie globale de lutte contre le terrorisme

Il n'existe pas actuellement de telle stratégie. En pratique, ce sont les pays qui définissent leurs stratégies individuelles. L'ONU, déjà mise à mal dans sa recherche d'une définition du terrorisme, semble avoir des difficultés à mettre noir sur blanc une telle stratégie. Les causes sont connues : l'ONU n'est guère plus qu'un conglomérat d'Etats souvent en désaccord et elle ne dispose que de moyens extrêmement limités alors qu'on exige d'elle de plus en plus de tâches (et non des moindres). Le terrorisme, bien que perçu comme

une des grandes menaces du moment, ne menace pas véritablement le *statu quo* géopolitique. En conséquence, la volonté des dirigeants politiques de s'accorder à définir et mettre en œuvre une telle stratégie est faible.

Malgré tout, une stratégie globale est indispensable dès lors que l'on prétend éradiquer définitivement le mal. Mais elle doit aussi impliquer d'autres acteurs comme la société civile et les citoyens.

Au plus simple, il s'agirait d'organiser une table ronde entre les parties prenantes : gouvernements, ONU, société civile, citoyens pour définir les grands axes d'une stratégie globale de lutte contre le terrorisme, ses objectifs à court, moyen et long terme, ainsi que les moyens nécessaires et ceux disponibles. A partir de là, un conseil permanent serait habilité à développer la stratégie et à s'assurer de sa mise en œuvre.

Objectif : définir une stratégie globale de lutte contre le terrorisme.

Vecteurs de la mise en œuvre : les parties prenantes de la lutte contre le terrorisme.

Moyens : au départ humains, ensuite financiers.

Coûts : peu élevé au départ, élevés dans la mise en œuvre.

Difficulté : élevée.

Terme : essentiellement long terme.

III. Responsabiliser les médias

Les médias sont au cœur de la problématique terroriste. Sans médias, le terrorisme n'aurait qu'un impact relatif. Dans une certaine mesure les médias, surtout audio-visuels, vendent de l'angoisse. Le terrorisme représente pour eux une aubaine, d'autant que les attentats jouent sur l'unité de lieu et de temps (court). Par ailleurs, les médias sont aussi, parfois, les portes parole des gouvernements, plus exactement de la propagande des gouvernements, le cas échéant des terroristes. Ils ont une forte tendance à simplifier la complexité de la problématique terroriste sans véritablement chercher à en comprendre ou à en expliquer les mécanismes.

Dans la mesure où les médias sont, ou doivent être, libres, indépendants et n'ont de compte à rendre à personne, il est difficile, et même contre-productif de prétendre légiférer leur activités ou leurs attitudes. En revanche, une action concertée de la part de groupes d'experts indépendants pourrait avoir un impact certain à partir du moment où ils se tiennent à la disposition des radios, télévisions, journaux pour expliquer de manière mesurée ce qui est véritablement en jeu.

Il est certain que pour parvenir à des résultats, les soi-disant « experts » en matière de terrorisme doivent aussi être responsabilisés. Nombre d'entre eux sont incompetents, irresponsables et certains ont tout à gagner de voir le phénomène perdurer.

La mise en place d'un groupe ouvert d'experts ou de personnalités à la fois compétentes et moralement irréprochables pourrait peser sur la manière dont les médias traitent l'information relative au phénomène terroriste.

A terme, on peut aussi penser à la mise en place de séminaires, de *workshops* ; de conférences pour sensibiliser et informer les journalistes.

Objectif : responsabiliser les médias.

Vecteurs de la mise en œuvre : groupements d'experts en terrorisme.

Moyens : investissement humain.

Coûts : faibles.

Difficulté : peu élevée.

Terme (pour la mise en œuvre): court et moyen.

Lieu : global.

IV. Campagnes d'information sur Internet

L'Internet pose des problèmes proches de ceux des médias mais plus difficiles encore à enrayer de par la nature diffuse de ce médium et du fait que l'information est crue et non traitée. On sait aussi comment les groupes terroristes exploitent l'Internet pour diffuser leur propagande, voir recruter des volontaires pour accomplir les basses besognes. Le problème de l'Internet, comme chacun sait, est qu'il ne respecte pas les frontières. Néanmoins, vu la menace, il n'est pas inenvisageable qu'une majorité de pays votent

simultanément des lois visant à réglementer la chose en matière d'activités terroristes ou de diffusion d'information.

Moins compliquée est la mise en place de sites d'information (il existe déjà d'excellents sites ressources en matière de terrorisme, dont celui de l'université de Saint-Andrews en Ecosse), d'analyse et de débat sur le terrorisme. Il est important que ces sites soient multilingues et qu'ils aillent au fond des choses : aujourd'hui, les sites consacrés au terrorisme font trop souvent la part belle aux événements, c'est-à-dire aux attentats et à ceux qui les mettent en œuvre.

Objectif : contrôler les activités pouvant favoriser le terrorisme sur Internet, informer le public sur la problématique.

Vecteurs de la mise en œuvre : société civile pour le lancement, ensuite législation pluri-nationale. Associations/centres de recherche/université pour la création et l'alimentation des sites web.

Moyens : législatifs ; humains ; financiers.

Coûts : peu/moyennement élevés.

Difficulté : moyennement élevée, peu élevée pour la création des sites.

Terme : court à moyen.

Lieu : toile.

V. Travail de responsabilisation auprès des populations

Les populations sont les premières cibles des attentats terroristes et sont donc en première ligne. Pourtant, elles n'ont au mieux qu'un rôle secondaire dans la lutte anti-terroriste. Il est indispensable d'œuvrer pour les impliquer dans le processus à travers l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation qui peuvent revêtir des formes diverses selon les cas de figure et les cultures.

Objectif : sensibiliser et responsabiliser les populations.

Vecteurs de la mise en œuvre : associations, gouvernements, ONG, universités.

Moyens : essentiellement humains.

Coûts : variables.

Difficulté : variable.

Terme : moyen à long.

Lieu : pays à risque.

VI. Création d'une entité chargée de s'occuper des terroristes repentis

L'un des gros problèmes du terrorisme est de trouver une porte de sortie pour ceux qui ont choisi la voie du terrorisme et qui, pour une raison ou une autre, seraient prêts à

renoncer si on leur en donnait l'opportunité. A terme, un centre « d'accueil » pourrait être créé dans cette perspective. La difficulté tient au fait que les gouvernements sont rarement prêts à faire un geste (qui serait interprété comme signe de faiblesse) et que les appareils judiciaires sont peu enclins à ce genre de choses. Dans cette perspective, il faudrait une action entreprise au niveau international.

Objectif : offrir une porte de sortie aux terroristes repentis.

Vecteurs de la mise en œuvre : associations, gouvernements, appareils judiciaires.

Moyens : humains, étatiques.

Coûts : variables.

Difficulté : grande par rapport à la volonté des gouvernements et des appareils judiciaires de considérer une telle option.

Terme : long.

Lieu : territoires nationaux.

VII. Mise en place d'un groupement des négociateurs auprès de groupes de revendication utilisant l'arme du terrorisme

Le terrorisme entraîne une rapide escalade de la violence alors que les gouvernements visés font tout pour éviter la négociation avec les groupes qui pratiquent le terrorisme. De

ce fait les négociations sont souvent dans l'impasse alors même que de telles négociations sont (parfois) possibles. Un groupe de négociateurs internationaux rompu à ce genre d'exercice pourrait le cas échéant résorber certaines crises ou même les résoudre. L'obstacle le plus ardu serait d'obtenir le feu vert des gouvernants, et celui des terroristes. Malgré tout, le jeu en vaut la chandelle.

Objectif : créer les conditions pour rendre possible la négociation ou le dialogue avec les groupes terroristes.

Vecteurs de la mise en œuvre : individus rompus à l'art de la négociation et prêts à intervenir.

Moyens : humains.

Coûts : a priori, peu élevés.

Difficulté : élevée.

Terme : long.

Lieu : à définir au cas par cas.

VIII. Création d'un centre de recherche international et d'une bibliothèque de la connaissance du terrorisme

Malgré une poussée certaine depuis les attentats de 2001, le terrorisme en tant que phénomène est méconnu et mal connu. Conséquence : les personnes impliquées de près ou de loin dans l'étude du terrorisme ou dans les politiques publiques visant à le combattre ont souvent un niveau de connaissances approximatif. On peut imaginer les conséquences qu'une telle faiblesse implique lorsque les gouvernements mettent en œuvre des politiques basées sur les rapports ou conseils d'« experts » d'une fiabilité contestable.

Il serait donc plus que judicieux de créer un centre ou un réseau de centres d'études susceptibles d'accueillir experts, étudiants, historiens, responsables politiques. L'accès à une bibliothèque spécialisée et à des conférences pour le grand public permettrait de surcroît de combler le fossé entre les experts et les citoyens.

Objectif : former des générations d'experts en terrorisme et informer le grand public.

Vecteurs de la mise en œuvre : gouvernements, villes, universités, fondations privées.

Moyens : humains et financiers.

Coûts : moyennement élevés.

Difficulté : faible.

Terme : moyen pour la mise en œuvre, long pour l'exploitation.

Lieu : à définir : de préférence, un lieu symbolique et/ou facile d'accès.

IX. Musée international du terrorisme

L'idée peut paraître incongrue car il ne s'agit pas ici de glorifier le terrorisme, au contraire. Néanmoins, dans le même ordre d'idée que le Musée de l'Holocauste (Washington), un musée sur le terrorisme et sur son histoire pourrait informer dans un esprit didactique des générations de jeunes et de moins jeunes aux tenants et aux aboutissants de la problématique terroriste. Il servirait aussi à alimenter la mémoire des générations futures à la longue histoire du terrorisme.

L'impact que pourrait avoir une telle initiative pourrait être fort. Mais le succès de cette entreprise dépendrait de la manière dont serait conçu un tel musée, de sa mise en œuvre, des moyens disponibles aussi. Car dans ce domaine, on se doit d'être ambitieux. Il faudrait aussi qu'un tel musée respecte sa vocation et sa mission première qui serait d'informer le public, en somme que cela ne devienne pas un foyer de propagande dénué d'intérêt.

Objectif : information, devoir de mémoire, sensibilisation.

Vecteurs de la mise en œuvre : gouvernements, villes, régions, investisseurs privés, fondations, etc...

Moyens : humains et financiers.

Coûts : relativement élevés.

Difficulté : moyenne.

Terme : long.

Lieu : symbolique.

X. Développement de réseaux « villes contre le terrorisme »

Les grandes métropoles à risque ou ayant déjà subi des attentats sont déjà engagées dans un processus de coopération. Il s'agit là de poursuivre ce travail et de développer les réseaux. Surtout, d'entretenir la flamme, même lorsque baisse le nombre d'attentats. Ici, il est important d'inclure et de favoriser la participation de villes de pays en voie de développement puisque, aujourd'hui, ce sont elles qui sont les premières victimes d'attentats.

Objectif : développer les réseaux de villes sous la menace du terrorisme.

Vecteurs de la mise en œuvre : les villes, mairies, associations, etc...

Moyens : humains, financiers, gouvernementaux.

Coûts : moyens.

Difficulté : faible.

Terme : court à long.

Lieu : grandes métropoles, ville à risque.

XI. Création d'un centre d'accueil international pour les victimes du terrorisme

C'est la moindre des choses que de prendre en charge les victimes du terrorisme et leurs familles. Lors d'attentats, les autorités locales ou gouvernementales montent généralement des centres d'accueil mais ce sont généralement des initiatives à court terme, sans lendemain, et pas forcément coordonnées par des gens compétents. Le terrorisme pouvant frapper en n'importe quel endroit, il est vital d'avoir un organisme spécialisé en la matière, pouvant envoyer rapidement des gens sur le terrain, le cas échéant les recevoir dans leur quartier général. Surtout, il faudrait établir un centre permanent capable de suivre les victimes à moyen et long terme.

Objectif : prise en charge des victimes du terrorisme

Vecteurs de la mise en œuvre : groupements d'experts spécialisés.

Moyens : humains, financiers.

Coûts : moyens.

Difficulté : moyenne.

Terme : court à long.

Lieu : à définir.

XII. Education auprès des jeunes

On sait l'importance que revêt l'éducation dans les problèmes de société ou de sécurité. De la même façon que des « Ecoles de la paix » organisent des ateliers dans les écoles ou les lycées pour sensibiliser les jeunes aux conflits et à la paix, on pourrait imaginer un travail semblable sur le thème du terrorisme, avec des outils similaires : exposés, projections de films et documentaires, jeux de rôles, pièces de théâtre, témoignages, etc... Il n'est point besoin d'ailleurs d'imaginer : des programmes de ce type existent déjà, notamment aux Pays-Bas. L'idée est bonne, elle est facile à mettre en œuvre. Il suffit de la développer.

Objectif : sensibiliser les jeunes au problème du terrorisme.

Vecteurs de la mise en œuvre : groupes spécialisés.

Moyens : humains.

Coûts : peu élevés.

Difficulté : faible.

Terme : moyen et long.

Lieu : écoles, lycées.

XIII. Création d'un comité international chargé de rendre compte des choix gouvernementaux en matière de lutte contre le terrorisme

Comme Amnesty International, ce comité ou conseil aurait un rôle fondamental, à savoir, rendre compte des abus ou des errements commis par les gouvernements au nom de la lutte contre le terrorisme. Au moyen d'un rapport annuel, par exemple, ce comité servirait de garde-fou et dévoilerait au monde la réalité de ces abus. Doté d'une grande légitimité et d'une impartialité sans faille, un tel comité pourrait avoir un impact important sur la conduite des affaires en la matière. Le choix de personnalités au-dessus de tous soupçons est vital. Il est probablement indispensable que les membres de ce comité, du moins au départ, soient connus. Un tel comité composé de personnalités comme Bill Clinton ou Michel Rocard, par exemple, pourrait rapidement prendre de l'ampleur.

Objectif : mettre en lumière les abus gouvernementaux en matière de libertés civiles dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

Vecteurs de la mise en œuvre : un comité composé de personnalités imminentes et moralement irréprochables.

Moyens : humains.

Coûts : moyens.

Difficulté : moyenne.

Terme : court à long.

Lieu : à déterminer

XIV. Prise en charge des Etats faillis

La prise en charge des Etats faillis par la « communauté internationale » est un problème qui dépasse largement le cadre du terrorisme et qui concerne presque exclusivement la politique des grandes puissances. D'évidence, les pays comme la Somalie ou le Yémen où l'Etat est défaillant ou en faillite complète, sont une aubaine pour les terroristes. On sait qu'Al-Qaeda, par exemple, s'est effectivement intéressée à ces deux territoires dans un passé récent. Inutile d'expliquer pourquoi ces pays de non droit sont particulièrement propices aux activités terroristes. Ce phénomène est aussi vieux que le monde. Au 20^e siècle, ce furent les Balkans qui offrirent un sanctuaire à une multitude de groupes nationalistes pratiquant le terrorisme.

Le problème des Etats faillis est épineux et complexe. Souvent, il reste d'ailleurs sans solution. Durant la guerre froide, l'intensité des rivalités empêcha la faillite des Etats les plus faibles dans la mesure où chaque camp redoutait de perdre un allié. Depuis, un certain nombre de pays, par la faute essentiellement de manquements au niveau des infrastructures étatiques ou tout simplement de mauvaise gouvernance (Congo/Zaire, Zimbabwe) se sont tout simplement effondrés. Si l'on connaît les causes, les remèdes sont plus compliqués à définir et à administrer, surtout dans un contexte géopolitique où le devoir de non-ingérence demeure un des piliers des relations internationales.

Il n'en demeure pas moins que la présence d'Etats faillis maintiendra indéfiniment en vie les activités terroristes et que l'on ne pourra prétendre éradiquer celles-ci tant qu'il y aura de tels Etats dans le monde.

Objectif : prise en charge des Etats faillis pouvant offrir un sanctuaire aux groupes pratiquant le terrorisme.

Vecteurs de la mise en œuvre : Etats, ONU.

Moyens : politiques, militaires, économiques, humains.

Coûts : extrêmement élevés.

Difficulté : excessivement élevée dans le contexte actuel.

Terme : long.

XV. Action collective contre les États qui sponsorisent le terrorisme

Là encore, il s'agit de problèmes politiques qui nécessitent une grande solidarité de la part de la « communauté internationale » (inexistante aujourd'hui en tant que telle), une grande fermeté, et la volonté d'intervenir collectivement et légitimement (avec l'aval de l'ONU) contre les pays qui sponsorisent directement ou indirectement des groupes pratiquant le terrorisme. La rédaction d'une Charte spécifique à cet effet pourrait lancer un processus long et difficile. L'exemple de l'Irak démontre que le problème peut être à double tranchant.

Objectif : dissuader les États de sponsoriser le terrorisme.

Vecteurs de la mise en œuvre : Etats, ONU, G8, G20.

Moyens : politiques, militaires.

Coûts : variables.

Difficulté : élevée.

Terme : moyen à long.